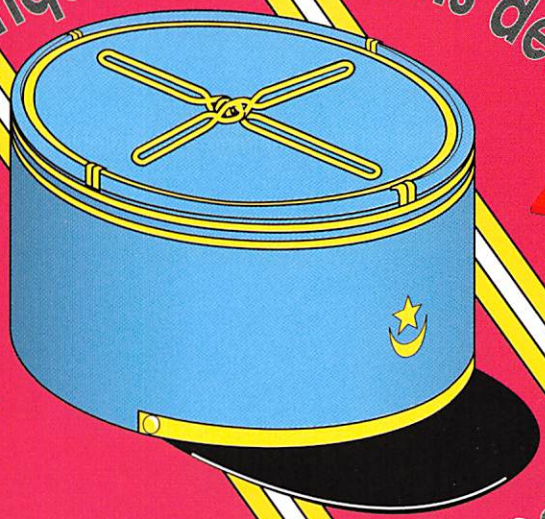
les

SAS

Bulletin historique des Anciens des Affaires Algériennes et Sahariennes



N° 30 - Octobre 2008

7 rue Pierre Girard 75019 PARIS
Tél & fax : 01 42 45 44 16 - e-mail : aff.alg@wanadoo.fr
ASSOCIATION DES ANCIENS DES AFFAIRES ALGÉRIENNES ET SAHARIENNES

Nous avons perdu à quelques jours d'intervalle, en avril 2008, deux camarades, très proches, André Wormser et le Général Henri Burthey

André Wormser, bien que non SAS, a été l'un des fondateurs de l'association, dès 1962. Il a participé aussi à la création du le Comité National pour les Musulmans Français qui ouvrait un champ d'activité plus large que celui des SAS. Il a présidé le Comité National tant que sa santé le lui a permis. André, rappelé pendant la guerre d'Algérie, a été volontaire pour une Unité opérationnelle, le Commando Georges. Il était Vice Président d'Honneur de l'association. Je reproduis ici des extraits de l'allocution prononcée aux obsèques d'André Wormser par l'ancien président de l'association AJIR, Mohand Hamoumou : *"André était pour nous tous ici présents un grand Monsieur. Pour la communauté d'anciens Harkis, André Wormser était encore plus : c'était et reste un de nos Justes. Lorsque nous avons décidé, à partir de 2001, d'honorer chaque année deux justes, il fut un des premiers auquel nous avons rendu hommage. André s'est engagé avec passion et intelligence dans beaucoup d'associations, pour de nombreuses causes, diverses et éclectiques en apparence mais en réalité reliées par son humanisme et son refus viscéral de l'injustice d'où qu'elle vienne. Parmi ces combats, vous le savez, celui en faveur des anciens Harkis lui tenait particulièrement à cœur. La guerre d'Algérie et l'abandon des Harkis en 1962 l'ont marqué à jamais. Il a tout fait pour sauver "ses" Harkis, puis aider tous ceux qu'il pouvait. On ne dira jamais assez le temps, l'argent personnel et l'énergie dépensée par André pour aider les Harkis. Cette communauté, de "Français par le sang versé", comme il aimait à le dire, vient de perdre un de ses plus fidèle et un de ses plus attachants soutiens. Sans répit, André a écrit, avec talent, force et justesse - car c'était un littéraire accompli et un intellectuel engagé - pour dénoncer l'ingratitude de la république envers les Harkis et les falsifications de leur histoire. Sans relâche, cet homme d'honneur, a sensibilisé ses amis si nombreux et influents, sur ce drame qu'il ne pouvait ni voulait oublier, "une page honteuse de plus de notre histoire" avait-il coutume de dire. Et lorsque parfois je m'étonnais de son si grand et surtout si tenace engagement pour les Harkis, André, Président du Musée Clémenceau, répondait simplement par cette phrase du Tigre : ils ont des droits sur nous "Cher André, ton départ crée un vide immense. Mais désormais c'est aussi pour toi que nous continuerons le combat pour rendre justice aux Harkis. Puisque nous parlions parfois des berbères, je me souviens que les kabyles ont coutume de dire "on ne meurt vraiment que lorsque plus personne ne pense à vous". Cher André Wormser, tu seras donc toujours vivant, car présent dans nos mémoire !"*

UN JUSTE s'en est allé !

Le Général **Henri BURTHEY**, de la Promotion CYR 51/53 Maréchal de Tassigny est décédé subitement le 23 avril 08. Il était Vice-Président de l'association depuis 1994. Il a servi aux A.A. comme Chef de la S.A.S. de Tirmitine, en Grande Kabylie, de 56 à 59. Je publie dans ce bulletin un article de lui sur cette expérience. Henri Burthey, comme André Wormser, était resté fidèle aux Harkis et condamnait l'abandon honteux dont ils avaient été victimes en 62. Affecté en Allemagne au moment de l'abandon, Henri Burthey n'a pas vécu directement ce drame mais il a œuvré pour aider l'accueil des Harkis dans les garnisons françaises. Il est resté en contact avec les anciens de sa SAS qui avaient trouvé refuge en France. Sa grande expérience militaire était précieuse dans la tâche que nos statuts nous confient : la défenses des Harkis et de leurs familles. Comme pour André Wormser sa disparition laisse un grand vide. Les obsèques de nos deux camarades ont été suivies par une nombreuse assistance, témoignage de reconnaissance pour deux vies bien remplies...

Le Mot du Président

L'association a perdu coup sur coup en avril 2008 deux de ses membres les plus influents, André Wormser et le Général Henri Burthey. Le premier était Vice-Président d'Honneur et le second Vice-Président en activité. Vous lirez dans ce bulletin les éloges funèbres prononcés à leurs obsèques.

Je viens d'apprendre le décès de notre camarade Jean-Pierre Sénat membre influent de l'association depuis sa création. J'avais déjà parlé du livre qu'il a eu le courage d'achever tout en luttant contre une maladie implacable. Je recommande à nouveau ce livre, en particulier aux jeunes générations, soumises à une propagande mensongère entretenue par nos adversaires d'hier et d'aujourd'hui.

Jean-Pierre Sénat, Saint-Cyrien de la promo 54/56 était l'un des créateurs de l'association. Il avait aidé ses moghaznis à s'installer en France, notamment en les engageant dans l'entreprise familiale. Il n'a jamais cessé de s'occuper des camarades Musulmans de sa région. Son corps a été porté en terre par des fils de Harkis.

Ces disparitions ne doivent pas nous décourager, elles doivent au contraire nous rappeler qu'il faut se hâter d'obtenir justice pour nos camarades restés en Algérie et certains de leurs enfants. Notamment que la porte de notre pays ne soit plus fermée à des fils de Harkis (au sens large) "Morts pour la France", que la Carte d'Ancien Combattant ne soient pas refusée aux Harkis algériens restés ou retournés en Algérie.

Une "haute fonctionnaire" d'une préfecture ne m'a-t-elle pas déclaré en guise de bienvenue : "*Monsieur, le mot Harki ne figure pas dans nos textes*"! et c'est vrai.

Il faudrait aussi que l'administration montre plus de compréhension pour le règlement des dossiers de validation des services pour la retraite ou autre dossiers... Tout cela est en totale contradiction avec les déclarations récentes du Président de la République concernant les Harkis qui "*auraient des droits sur nous*"...

Dans un autre domaine, il faut que les médias ne continuent pas à donner de l'action de l'Armée en Algérie une image honteuse et heureusement fausse. À cet égard il faut reconnaître que les diverses associations "d'anciens d'Algérie" sont bien timides dans leurs protestations !

J'ai des reproches à faire aussi à nos camarades "SAS" dont les 2/3 ne pensent même pas à nous aider en cotisant. Certains prétextent leur appartenance à d'autres associations mais il y aurait peut-être un choix à faire. Il y a association et association. Certaines ne font qu'un pot ou deux par an, avec, éventuellement une promenade en bateaux-mouches ! Nous faisons, nous, le travail que l'État ne fait pas : procurer à nos camarades Moghaznis la preuve de leurs services pour leur retraite ou la carte du Combattant et autres droits. Nous aidons aussi des malheureux dépourvus par des aides qui représentent le quart de nos dépenses.

Je continue seul à éditer le Bulletin Historique des S.A.S. (et C.A.S.). C'est un travail passionnant mais je dois le faire à la va-vite, tous les six mois. Si nous avions plus de cotisants nous pourrions éditer trois bulletins annuellement.

Que les camarades continuent à m'envoyer textes et documents concernant leur expérience "SAS et CAS".

Daniel Abolivier

SOUVENIRS DES A

PAR LE COLONEL PIERRE QUIEFFIN - CHEF DES S.A.S. DE TURENNE

• Vendredi 30 septembre 1955 : débarquement à Alger. Après un séjour de 27 mois au Tchad et un congé de "fin de campagne", voici à nouveau affecté en Algérie où j'ai servi sept ans auparavant à la tête d'une compagnie de Tirailleurs Sénégalais. Mais cette fois placé en position hors cadres au titre du Ministère de l'Intérieur, je suis mis à la disposition du Gouverneur Général de l'Algérie afin d'exercer des fonctions administratives au terme d'un stage de formation de six mois.

Il faut dire que la rébellion armée qui a éclaté un an plus tôt dans le Constantinois n'a pas été maîtrisée et que l'on craint, sinon une insurrection populaire totalement impensable, du moins une extension en tâches d'huile des zones d'insécurité. Parallèlement à une action militaire contre les "maquis" en voie d'organisation, il est apparu de la plus haute importance de rapprocher l'administration des administrés afin que ces derniers ne soient pas livrés à eux-mêmes... et aux hors-la-loi. L'infrastructure administrative est en effet fort légère. Les Communes Mixtes sont immenses et les Administrateurs trop peu nombreux pour exercer une action efficace sur la population par les intermédiaires que sont les Caïds. Or, il n'existe aucune réserve de fonctionnaires qualifiés pour renforcer le dispositif. On fait donc appel à l'Armée.

Dans un premier temps c'est le Colonel Parlange qui arrive au printemps 1955 dans le Constantinois avec une poignée d'officiers des Affaires Indigènes du Maroc. Dans un deuxième temps on a recours au Ministère des Armées. Ce dernier ne pouvant vider de leurs cadres les régiments nord-africains, est obligé de faire appel à des officiers de toutes armes sans qualification particulière pour une approche du monde arabe. Certains sont volontaires, d'autres sont désignés d'office. En ce qui me concerne, j'espère une nomination à Paris ou en Allemagne. C'est donc contre mon gré que je me trouve engagé dans cette aventure extra-militaire, aventure qui, pour moi, va durer cinq ans.

• Samedi 1er octobre au matin : présentation au Colonel Constans, chef du cabinet militaire du Gouverneur général. Nous sommes là, vingt quatre lieutenants ou capitaines de toutes armes, de toutes origines, de tous âges, quelque peu intimidés par cette intrusion dans le monde des fonctionnaires. Les plus inquiets sont bien entendu ceux qui n'ont jamais mis les pieds en Afrique du Nord (la moitié d'entre nous). ceux qui rêvent de baroud, de citations, de promotions, ne cachent pas leur mécontentement.

Notre stage doit débuter lundi matin et pour en donner le coup d'envoi, M. Jacques Soustelle, Gouverneur Général, nous convoque ce lundi dans la matinée en sa résidence du Palais d'Été. Son accueil est cordial, son propos bref : "*Messieurs, le rébellion vient brusquement de s'étendre à l'Oranie. En conséquence votre stage est supprimé et vous partez tous pour Oran par le train de ce soir. Chacun d'entre vous sera affecté dans une Commune Mixte du département afin d'y créer une Section Administrative Spécialisée. Dans cette subdivision nouvelle de la Commune, vous aurez compétence pour agir au nom de l'Administrateur en Chef... et de la France*".

Adieu, Alger la Blanche ! Adieu femme et enfants qui ont suivi le chef de famille !... et qui sont là, sur le qui de la gare, un mouchoir à la main !

Le lendemain matin nous arrivons à Oran où nous sommes reçus sans perdre de temps à la Préfecture par le Préfet Lambert, véritable proconsul de la République entouré de tous les sous-préfets et Administrateurs chefs de communes du département. Nos affectations sont prononcées d'emblée et chacun d'entre nous est immédiatement pris en charge par son patron. Pour ma part, je suis nommé à Turenne, dans l'arrondissement de Tlemcen ; Turenne est une commune de plein exercice à la tête de laquelle se trouve un maire élu ; de ce fait son territoire n'est pas de mon ressort. Font exclusivement partie de la S.A.S. les douars environnant de la commune mixte de Montagnac. Mon chef hiérarchique est donc l'administrateur de cette commune. Il s'agit de M. Marmet, un fonctionnaire de grande classe dont la gentillesse à mon égard a été au niveau de sa compétence. Je vais dans le courant de l'après-midi partir avec lui pour Montagnac, chef-lieu de la commune, et cela après avoir pris possession d'une jeep Delahaye, d'un pistolet et d'une boîte de cartouches. De leur côté, mes camarades sont dispersés aux quatre coins du département et je n'aurai plus l'occasion de revoir la plupart d'entre eux.

Montagnac est une petite bourgade en plein bled où l'on se sent très loin d'Alger et d'Oran. À la résidence du chef de commune, je reçois un accueil des plus cordiaux. J'y passe la nuit mais le lendemain il me faut repartir sur Turenne car chaque officier a reçu l'ordre de rejoindre au plus vite son lieu d'affectation. M. Marmet m'accompagne afin de me présenter aux notables du coin. Comme tous les villages de "colonisation" Turenne ressemble davantage à un village français qu'à une agglomération nord-africaine. On ne s'y attarde pas. Les chefs de SAS doivent en effet s'installer au coeur des douars, et ma destination finale se situe 10 km plus loin, à Bou-Halou, usine de filtrage des eaux de la ville d'Oran. Le directeur, M. Régis vit sur place avec sa famille et m'offre généreusement l'hospitalité. M. Marmet repart sur Montagnac et ce mercredi soir, quarante-huit heures après avoir quitté Alger, je suis à pied d'oeuvre avec une jeep, un pistolet, de larges crédits ouverts sans formalisme administratif et la tête pleine d'une foule d'informations sur le pays et ses habitants, qui

FFAIRES ALGÉRIENNES

- FRANCIS GARNIER - MENERVILLE - AÏN EL IBEL

m'ont été dispensées en quelques heures. Des idées générales - plutôt que directrices - nous ont été fournies à chaque étape de notre voyage mais il appartient à chacun d'entre nous de la interpréter pour les traduire dans l'action. C'est ainsi que certains camarades vont donner la priorité au recrutement de trois attachés et au maghzen, d'autres à l'installation matérielle, d'autres à l'action psychologique et politique, d'autres aux travaux administratifs, d'autres au renseignement, d'autres à l'action militaire... Il n'y a pas deux SAS qui se ressemblent. Cette diversité va se maintenir au cours des années, justifiée par la diversité de la géographie physique et humaine, mais la cause première en a été l'absence de directive précise sur l'activité multiforme que nous devions développer pour remplir notre mission, sur la hiérarchie des tâches à accomplir. Par exemple, concentrer en première urgence son activité sur la construction d'un bordj (un crédit de 30 millions nous est attribué), comme certains ont pu le faire, est une absurdité. On n'aménage pas le château quand les écuries sont en flammes (ou vice-versa).

À Bou-Halou, ma vie matérielle et ma sécurité sont assurées. Je dors sur un divan du salon et dîne fréquemment avec ma famille d'accueil. Les murs sont en béton et les installations sont gardées, d'abord par des préposés de l'usine, puis très rapidement par une compagnie des Groupes Mobiles de Sécurité (GMS), équivalent algérien des CRS métropolitains. J'ai en outre la chance d'être épaulé par M. Régis, Officier de réserve vivant depuis plusieurs années en contact étroits avec les populations locales, il va grandement me faciliter la connaissance du terrain, des familles et de la vie locale.

Le lendemain de mon arrivée est consacré au recrutement d'un interprète, auxiliaire indispensable, puisque j'ignore tout de la langue arabe. Cet acte est important car il conditionne les bons rapports qu'il me faut avoir avec les habitants. Sur renseignements recoupés de toutes parts, je choisis un sergent-chef retraité dont le loyalisme paraît sans faille. Je ne me suis pas trompé. jour après jour il va se montrer digne de confiance et me rendre de très grands services. Par la suite je recruterai trois moghaznis pour assurer ma protection rapprochée et je m'en tiendrai là. Dans ma situation, avec Bou-Hamou comme base et un champ d'action très perméable aux véhicules il est en effet parfaitement inutile et même peu recommandable pour symboliser l'Homme de la Paix de se déplacer au milieu d'un cohorte de gens en armes.

Mais tout le monde n'est pas logé à la même enseigne. N'est-ce pas, jeune lieutenant d'infanterie métropolitaine, chef de la SAS voisine sur la frontière algéro-marocaine ? Installé de but en blanc dans une école inoccupée, en pleine nature, située à quelques deux kilomètres d'une compagnie de Légion Étrangère, il bénéficie pendant la première semaine de la protection d'une section, protection temporaire jusqu'au recrutement de son maghzen. Comment un jeune officier qui foule pour la première fois le sol d'Afrique du Nord, qui ignore tout du pays et de ses habitants, qui se sent perdu au milieu d'une région inhospitalière, peut-il procéder à ce recrutement ? Le seul moyen est de faire confiance à son caïd, comme le lui a d'ailleurs conseillé l'administrateur chef de commune. Le caïd se portant garant de trente volontaires, trente moghaznis sont enrôlés et armés... Et la section de Légion repart vers son bivouac. Pendant plusieurs semaines tout se passe normalement... Les supplétifs montent la garde. Les rebelles ne se manifestent pas, sinon par quelques coups de feu isolés et lointains à la nuit tombée. Tout semble paisible et rassurant à tel point que l'officier, jeune marié, obtient l'autorisation de se faire rejoindre par sa femme. Elle arrive d'Alger en une journée, et les deux tourtereaux de roucouler... Hélas! les transports amoureux sont de courte durée! La deuxième ou troisième nuit c'est le drame. Tout près de l'école, un coup de feu claque, suivi de nombreux autres et de rafales. Le lieutenant bondit à la porte pour rameuter ses hommes et organiser la défense. Stupéfaction ! Il n'y a plus personne! Tout le maghzen s'est évanoui dans la nuit. Le feu redouble d'intensité. Les balles traversent portes et volets et se fichent dans les murs et les plafonds des pièces. Les rebelles ne sont plus qu'à quelques mètres, et se glissent de part et d'autre de l'habitation pour tenter de couper le chemin de repli. Pistolet au poing, désemparé, l'officier en un instant comprend qu'il est trahi et que le salut ne peut être trouvé que dans la fuite. À "quatre pattes" avec sa femme en chemise de nuit, il sort par une porte dérobée et réussit, grâce à l'obscurité et servi par une chance inouïe, à passer à travers les assaillants. Après une course éperdue, le couple parvient à rejoindre le poste militaire en état d'alerte, mais à quel prix ? La perte de trente fusils vaudra trente jours d'arrêts de rigueur à l'officier, avec remise à la disposition de son arme... et le profond traumatisme que j'ai pu constater par la suite.

Dieu merci ! Le climat de Bou-Halou est beaucoup plus serein. Le pays n'est pas en état de rébellion. Les voitures et les trains circulent librement. La vie économique est normale. Les rapports entre européens et arabes ne sont pas sensiblement altérés. Toutefois, ce n'est plus tout à fait la paix. Une vingtaine d'hommes, jeunes pour la plupart, ont "pris le maquis" avec leurs armes de chasse. très vite, j'apprends à connaître leurs noms (car ils sont fichés depuis des années par la Gendarmerie pour leur action politique anti-française), leurs habitations, leurs familles, et même les zones retirées où ils se cachent avec d'autres hors-la-loi venus d'ailleurs. Je

(suite de la page 5)

sais qu'ils reviennent de temps à autre chez eux afin d'y passer une nuit sur la couche conjugale. Leurs activités restent modestes comme s'ils étaient encore impressionnés par leur audace après avoir "franchi le Rubicon". Ils se livrent à des sabotages, commencent à percevoir un impôt et mettent en place une organisation politico-administrative pour s'assurer de la complicité de la population. Ce n'est pas encore la guerre, mais ce n'est plus tout à fait la paix. La France néanmoins conserve toutes ses chances de surmonter cette crise. S'il existe une indéniable solidarité arabe, qui s'étend d'ailleurs bien au delà des frontières de l'Algérie, le nationalisme algérien est pratiquement inexistant dans la peuple. Les rebelles eux-mêmes agissent beaucoup plus par racisme, haine de la France et ambition personnelle que par idéal patriotique.

Ce qui me paraît le plus urgent, c'est de prendre contact avec la population, "voir et se faire voir", s'intégrer dans la pays et faciliter la vie de ses habitants en tout domaine. A cet effet, toujours flanqué de mon interprète et parfois d'un ou deux gardes du corps, je pars dès l'aube sur le terrain et j'en reviens à la nuit tombante. Jour après jour je visite toutes les familles, sondant les cœurs, recevant les doléances, abordant des problèmes administratifs de tous ordres, recueillant des renseignements, tranchant dans les chikayas, et surtout parlant de la France et des perspectives qu'elle ouvre à l'Algérie. Partout, même dans les familles qui comptent des hors-la-loi, je reçois un très bon accueil, avec la déférence qui s'impose vis-à-vis d'un officier français. Je constate que malgré Dien Bien Phu et notre départ d'Indochine l'année passée, le prestige de l'armée française est encore très grand.

Aux yeux de la plupart, sa puissance rend dérisoire la rébellion de quelques groupes d'individus.

Cette armée française va fatalement intervenir, et le pays dans ses profondeurs attend en retenant son souffle. L'événement attendu survient un beau matin sous la forme d'une opération de ratissage exécutée par un bataillon qui débarque à Bou- Halou sans crier gare et se déploie face à une vallée profonde de quate kilomètres, vallée que je sillonne journellement et dont je sais pertinemment qu'elle n'abrite aucun rebelle dans la journée ! Non seulement je n'ai pas été avisé de cette opération, mais pendant son déroulement, son commandant m'ignore superbement comme il ignore d'ailleurs l'Administrateur et le Brigadier de Gendarmerie accourus pour se mettre à la disposition de l'autorité militaire. comme il était prévisible, cette première intervention est un fiasco complet... et les troupes rembarquent "gros-jean comme devant" ! Pourquoi le commandement a-t-il cru bon d'engager ainsi à la légère le prestige de l'Armée ? Si le résultat militaire est nul, le résultat psychologique ne l'est pas, mais il est négatif, et j'enrage devant ce gâchis car je possède déjà de nombreux et bons renseignements.

Cette absence de coordination entre les différentes autorités ou services français, qui devraient mettre l'intérêt général du pays au dessus des ambitions personnelles et faire litière de cet individualisme gaulois qui nous a causé tant de déboires au cours de notre histoire, me remplit d'inquiétude quant à l'avenir de l'Algérie.

Fort heureusement, à quelques temps de là, la France va redorer son blason. Une opération militaire est décidée, mettant cette fois en œuvre des moyens beaucoup plus importants. Le colonel de Tirailleurs Marocains qui en assume la direction (je revois encore son crâne chauve rond comme une boule et ses yeux malicieux) associe à son opération l'administrateur Marmet. Le Brigadier de Gendarmerie et moi-même qui lui fournissons des renseignements très précis sur le pays et les rebelles. En cours d'opération, je ne quitte pas le P.C. où je suis fréquemment consulté. Le résultat dépasse toutes nos espérances. Pris à revers, une dizaine de rebelles en armes (soit la moitié des hors-la-loi sur le territoire de la S.A.S.) parviennent à se glisser sans se faire repérer jusqu'aux premières maisons de l'agglomération de Turenne. Mais là ils sont à notre merci. Une fouille approfondie permet de les découvrir et ils se rendent sans combattre, paralysés par la peur. Ce succès de l'armée a un retentissement considérable. En quelques heures la nouvelle est colportée de proche en proche jusque dans les endroits les plus éloignés. Une autre nouvelle non moins sensationnelle se répand comme une traînée de poudre : l'organisateur de la base de recueil des rebelles et leur chef, resté dans la légalité, n'est autre que le premier adjoint musulman du maire de Turenne, propriétaire aisé et l'une des personnalités insoupçonnables les plus en vue de la région. Bien entendu il est arrêté sur le champ et l'on découvre chez lui armes et documents.

Sous peine de perdre la face après, cet échec spectaculaire, les fellaghas encore en liberté sont dans l'obligation de s'affirmer par une action d'éclat. pour frapper les esprits et renverser le courant d'une opinion publique qui penche vers la France victorieuse, ils assassinent, par une belle nuit le Garde Champêtre d'un douar.. C'est le premier mort d'une longue série ! ...

Et comme nous sommes toujours dans un état de droit, l'ancien combattant d'Indochine que je suis voit arriver avec stupeur sur les lieux du crime, outre les gendarmes, le procureur de la République de Tlemcen, un juge d'instruction ainsi qu'un médecin légiste. Tandis que ce dernier procède à l'autopsie sur une table improvisée à proximité immédiate du gourbi du défunt, je me pose la question : "le calibre et le trajet de la balle ont-ils donc une

telle importance pour la suite des événements ?"

Le plus important c'est, sans doute, l'écho de cet assassinat dans la population. Tout le monde sens qu'un nouveau pas est franchi vers l'insécurité et l'aventure. Chaque habitant, plus ou moins, est en danger, et chacun se demande qui sera la prochaine victime. La peur, véhiculée à la vitesse du "téléphone arabe", entraîne un mutisme général. L'âge d'or des libres propos est terminée et ma mission va devenir beaucoup plus difficile à remplir. Les plus menacés sont bien sûr les Caïds, Gardes Champêtres et Anciens Combattants. Ces notables ont leurs petites entrées à la Préfecture. ils se précipitent à Tlemcen et à Oran pour demander aide et protection. malheureusement, il est impossible de leur assurer une protection individuelle car ils sont trop nombreux et trop dispersés. Alors, que faire ? Le Préfet Lambert a une idée : puisque ces braves gens qui ont fidèlement servi la France continuent à clamer bien haut leur loyalisme et déclarent vouloir se défendre, donnons-leur des armes. Aussitôt pensé, aussitôt décidé. Sans consultation préalable de ses subordonnés qui, sur le terrain, sont au contact des réalités, il prend une décision audacieuse : distribuer des fusils aux volontaires. À cette nouvelle, je suis atterré et j'interviens aussitôt par la voie administrative pour faire annuler l'opération projetée. L' auto-défense, en effet, ne peut être que collective. Or l'habitat de la S.A.S. est dispersé sur 200 km2. Aucune unité militaire ne stationne dans un rayon de 30 km. Comment peut-on imaginer qu'un homme isolé, armé d'un fusil, puisse utiliser son arme contre les fellaghas cernant son habitation sans se condamner à mort ? Peut-être le préfet est-il un joueur de poker, mais c'est un mauvais joueur car les chances de gagner sont nulles. Quoi que je puisse penser, il maintient sa décision. Ce qui l'intéresse d'ailleurs, c'est davantage le coup médiatique que le bilan final de l'opération. Et le grand jour arrive. Une soixantaine de fusils Lebel modèle 07-15 avec baïonnettes ainsi que des caisses de munitions sont installés sur un terre-plein au centre du bourg de Turenne.

Toutes les autorités civiles et militaires de la région sont là. Une nuée de journalistes, de reporter radio, de photographes, s'agitent en tous sens. Une section rend les honneurs, et, tandis qu'une musique militaire attaque la Marseillaise, le préfet se fait photographier sur fond de drapeau tricolore remettant le premier fusil au premier volontaire. Événement spectaculaire, propre à redonner confiance aux Français-Musulmans, pensent certains. Tel n'est pas mon avis; mais la discipline faisant la force principale des armées, j'exécute les ordres. Je distribue donc soixante fusils à soixante notables et Anciens Combattants que j'avais préalablement sélectionnés, sur des critères de loyalisme et de bravoure, à partir de renseignements recueillis hâtivement. Comment être sûr de faire le bon choix lorsqu'on a seulement quelques semaines de présence dans le pays ? Le préfet repart pour Oran. Les hommes armés s'égaillent dans toutes les directions. Le lendemain, Turenne est à la une de tous les journaux.

Au cours des semaines suivantes, ce qui devait arriver arriva ! Non seulement aucune cartouche n'a jamais été tirée, mais chaque matin, un volontaire ou deux, la mine basse, venait me rendre compte de l'enlèvement de son arme par les rebelles... jusqu'au moment où la moitié de l'armement ayant disparu, il fallu récupérer en catastrophe ce qui restait. Mais mes jours à Bou-Halou sont comptés. Le capitaine commandant le Groupe Mobile de sécurité rêve de devenir dans cette région ce que le Général Giraud était à Alger : commandant en chef civil et militaire. Pour réaliser ce rêve il lui faut m'éliminer et me remplacer tout en conservant son commandement... Pour y parvenir, tous les moyens sont bons et parmi eux, les plus ignobles qui soient. La crise devient extrêmement aigüe. Après une enquête conduite par le capitaine de Gendarmerie, le Sous-Préfet rend un jugement de Salomon prononçant la mutation simultanée du Groupe Mobile et du Chef de S.A.S.

Et c'est ainsi qu'après un mois et demi d'activité intense, tous mes efforts sont réduits à néant. Après mon départ, viendra pour me remplacer un officier qui recommencera ce que j'ai fait. En prenant congé du maire de Turenne, je lui déclare : "*Je pars, mais la France reste. Espérons qu'elle restera encore longtemps*". ■

UN MOGHAZNI A RACONTÉ À SON FILS...

Deux enfants abandonnés sont recueillis par une Unité locale. Le bruit court dans le village qu'ils renseignent les militaires. Les fells les enlèvent et les condamnent à mort. On leur laisse le choix de leur mort. L'un choisit d'être tué d'une balle, l'autre d'être égorgé ! Et ils furent assassinés ! Ce moghazni avait trouvé refuge en France. Il est aujourd'hui décédé sans avoir pu revoir sa fille, restée en Algérie car elle n'a jamais pu obtenir de visa pour venir voir son père !

MAI 2008 : LE MOIS DES ANNIVERSAIRES

PAR ROGER SONCARRIEU (*) - OFFICIER DES AFFAIRES SAHARIENNES
CHEF DU C.A.S. D'EDKEMEH

Il y a quarante ans, c'était la révolte estudiantine de mai 1968 : point n'est besoin toutefois de rappeler cette période dont on nous rebat les oreilles de façon régulière.

Mais qui se souvient en revanche de mai 1958 ? Il y a cinquante ans en effet, c'était une autre révolte, pacifique celle-là, avec un 13 mai 1958 qui reste l'un des moments forts de l'histoire tourmentée de la France, et de l'Algérie.

Dans l'Algérie française d'alors, c'était le 13 mai de la fraternisation ! Le 13 mai et les jours qui suivirent virent en effet quelque deux cent mille personnes, Français de souche européenne et Français de souche nord-africaine se rassembler sur le Forum d'Alger, main dans la main, pour manifester leur souhait que la terre d'Algérie reste à jamais française. Partout en Algérie, les deux communautés, pied-noir et musulmane ont ainsi, pendant plusieurs jours, vibré à l'unisson. Le 13 mai, ce sont des milliers de drapeaux tricolores, la "Marseillaise" et le "Chant des Africains" repris par une foule de délire, des "Vive l'Algérie française" scandés par tout un peuple à l'adresse du pouvoir militaire comme du pouvoir politique.

Que de grandes choses auraient pu être faites pour la construction d'un avenir meilleur, et pour la France et pour l'Algérie ! Le 13 mai, c'était la chance de tout un peuple rassemblé dans un même élan de fraternité.

Le Comité de salut public du 13 mai 1958, conscient de l'union qui existe entre toutes les communautés vivant sur le sol de l' Algérie, affirme à la face du monde que désormais rien ne pourra entamer cette unité et déclare à l'unanimité que tous les citoyens de cette province sont français à part entière". Voilà ce que disait le serment du 13 mai !

On sait maintenant comment finira l'Algérie française : elle ne servit finalement qu'à ramener De Gaulle au pouvoir. Quatre ans plus tard, en effet, le même De Gaulle séparera l'Algérie de la France dans les pires conditions qui soient malgré les promesses faites lors d'un périple triomphant à Alger, à Oran, à Bône ou encore à Mostaganem. Car en Algérie, c'est bel et bien une Algérie française que promet De Gaulle ; il en donne sa parole et engage aussi celle de l'armée française et des officiers qui, par la suite préféreront souvent la désobéissance dans l'honneur plutôt que le reniement dans le déshonneur.

"*A quelles hécatombes condamnerions-nous ce pays si nous étions assez stupides et assez lâches pour l'abandonner*" disait De Gaulle lors d'une conférence de presse, le 23 octobre 1958.

Malgré les objurgations des plus hauts dignitaires de l'armée - et notamment du maréchal Juin, malgré les objurgations d'un grand nombre d'hommes politiques - dont notamment Jacques Soustelle, Georges Bidault ou encore le bachaga Boualem, Vice-président de l'Assemblée nationale- rien ne fera infléchir la politique d'abandon suivie par De Gaulle.

De Gaulle mystifiera aussi bien les militaires que le peuple d'Algérie, pieds-noirs et musulmans, qui croyaient en la France. Il n'est donc pas de plus grande trahison que celle de celui que certains s'évertuent encore à qualifier d'homme providentiel alors que d'autres voient en lui le plus cruel félon de toute l'histoire de France.

La signature des accords d'Évian parachèvera l'abandon gaullien : des accords d'Évian que De Gaulle ne sera même pas capable de faire respecter ! Car si, l'État français et de Gaulle ont libéré les détenus algériens du F.L.N. qui se trouvaient dans les prisons françaises, ce même État français et ce même De Gaulle n'ont pas su faire face à la vague de violences et d'enlèvements qui s'est opérée en Algérie après le 19 mars 1962 : cent cinquante à deux cent mille harkis et leurs familles tués et torturés dans des conditions abominables, plusieurs milliers de pieds-noirs également tués et torturés tandis que d'autres étaient enlevés et jamais rendus à leurs familles. "*Qu'ils se débrouillent avec l'État algérien*" dira même, cynique, le général De Gaulle.

Ainsi à l'espoir suscité par la fraternisation du 13 mai 1968, à l'espoir suscité par le vote massif exprimé en septembre 1958 pour une France de Dunkerque à Tamanrasset (vote massif exprimé aussi bien par les Français de souche nord-africaine que par les Français de souche européenne), à l'espoir suscité par la mise en œuvre du plan de Constantine - effort financier sans précédent de la France pour ses département algériens - , à l'espoir suscité par une guerre gagnée militairement sur le terrain, ainsi à l'espoir de toute une population d'Algérie n'a succédé qu'un immense gâchis avec des milliers de morts inutiles.

Les jeunes générations se doivent de connaître la vérité et ce cinquantième anniversaire est l'occasion de rappeler ce que fut cette période. ■

(*) Roger Soncarrieu
Auteur de "Ma vérité sur la guerre d'Algérie"
et de "Guerre d'Algérie ; j'en ai assez !"
Éditions Dualpha.

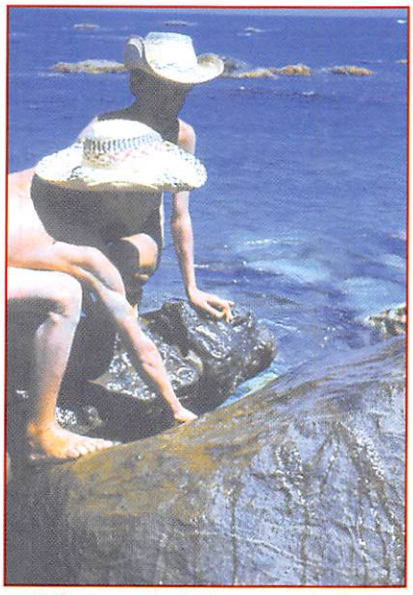
UN SOUVENIR DE 1959

PAR FRANÇOIS BLANCPAIN - S-LT S.A.S. DE FANCHETTI - SAÏDA

J'étais sous-lieutenant à la S.A.S. de Franchetti - le nom de ce village a dû changer depuis (*) - à quelques 20 km au Nord de Saïda. La zone était calme : c'était le secteur opérationnel du Colonel Bigeard. Au cours de l'été de 1959, j'ai projeté de créer une colonie de vacances temporaire au bord de la mer, près d'Oran, en faveur des enfants des "regroupements", ou du moins du plus grand nombre possible d'entre eux. Il me fallait pour cela des appuis politiques, logistiques et financiers. En premier lieu, je suis allé proposer mon projet au lieutenant chargé de la communication et de l'action psychologique au secteur opérationnel de Saïda. Dès les premiers mots, il m'a assuré de sa coopération au point que je pense qu'il a dû avoir la même idée que moi en même temps. Il se reconnaîtra tout de suite s'il lit ce texte, grâce à lui j'ai pu obtenir du Colonel Bigeard des tentes et des lits pliants, une cuisine de campagne et son cuisinier, un sous-officier pour diriger l'établissement et, enfin, le transport aller-retour d'une centaine d'enfants, en deux vagues successives de cinquante à quinze jours d'intervalle.

Pour ma part, je pouvais fournir l'encadrement avec plusieurs engagés qui faisaient fonction d'instituteurs et une somme d'argent - tirée de la "caisse noire" - pour les approvisionnements. Mais nourrir cent gamins nécessite des fonds qui dépassaient les possibilités de la "caisse noir". Je suis allé trouver le général commandant la région d'Oran, le Général Gambiez, qui m'a reçu avec beaucoup d'attention, m'a encouragé et m'a remis une enveloppe suffisante pour boucler le budget. D'autres services également ont apporté leur aide, en particulier le Comité Armée-jeunesse et le Secours Catholique qui a fourni des vêtements aux enfants. nous avons ainsi pu faire fonctionner dans les meilleures conditions la colonie de vacances du secteur de Saïda et de la S.A.S. de Franchetti qui a eu l'honneur d'être inaugurée par le Colonel Bigeard comme le relate un journal local (l'Écho d'Oran) : "*Le Colonel Bigeard est descendu du ciel, comme il se devait, samedi à 13 heures, dans un nuage de poussière ocre brique, sur un terrain proche de la plage de Saint-Roch, au bord de la Corniche Oranaise. Il venait rendre visite à cinquante de ses petits protégés habitant son secteur de Saïda-Franchetti, à leur camp de vacances où la plupart d'entre eux ont vu la mer pour la première fois*"... ■

(*) nom actuel : Sidi Ammar



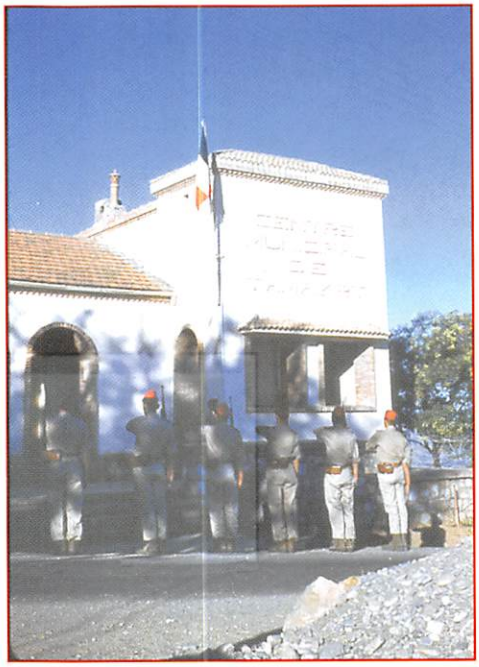
Découverte de la mer par des enfants de Tamazirt (photos Daniel Abolivier)

Les photos sont d'Abolivier qui, emmenait les enfants de la S.A d'Irdjen (G.K- Fort-National) au bord de la mer à l'Est de Tigzirt. Ils passaient la fin de semaine dans une "Zaouia" occupée par un poste militaire. Les instituteurs étaient de la partie. Nous faisions un feu de camp. Les enfants chantaient. Les militaires de ce poste isolé m'ont dit qu'ils n'imaginaient pas que de telles relations pouvaient exister entre Européens et Kabyles ! je suis sûr que tous les participants se souviennent avec nostalgie de ces heures ...

PS: la première fois que j'avais emmenés des enfants à la mer, c'était alors que j'avais reçu "l'invitation impérative" du Colonel responsable de l'Action Psychologique à Tizi-Ouzou d'assister à la journée de clôture d'un stage à Dellys (ou Tigzirt) pour des villageois de la Commune. On m'avait demandé de désigner des "volontaires" et j'avais désigné des sympathisants du FLN. C'était la saison des cerises et je les privais ainsi de récolte ! Les cerises de G.K. sont superbes. Elles étaient expédiées par avion sur Paris et Londres. Un village et une SAS au Sud-Est de Fort-National s'appellent même "Icherriden" ce qui veut dire : les Cerises ! Pendant le stage de ces "volontaires" l'Action Psychologique de l'Armée leur faisaient jouer des petites saynètes "béni-oui-oui" qu'ils jouaient en me faisant des clins d'œil ! À Midi le Colonel m'avait réservé une place à sa droite à table mais j'ai décliné l'invitation en lui disant : "*moi aussi j'ai emmené des gens à la mer et je vais pique-niquer avec eux ! Mais les miens sont volontaires*" ! (c'étaient les élèves de l'école ! Cela a bien fait rire les Kabyles du stage mais ne m'a pas fait un ami)...Il y aurait une étude à faire dans le Bulletin au sujet de l'Action Psychologique que les Militaires (terme utilisé par les SAS) organisaient. Je ne pense pas que beaucoup d'Officiers SAS y aient cru !

PREMIÈRE JOURNÉE DE RÉFÉRENDU

PAR DANIEL ABOLIVIER - CHEF DE LA S.A.



Le Centre Municipal de Tamazirt GK
Salut des couleurs par le Maghzen de la SAS d'Irdjen. (Photo D. Abolivier)

Première journée de référendum avec les Montagnards kabyles. Au sujet d'un article paru dans "Le Dauphiné libéré" le 7 janvier 1961 à propos du référendum "d'auto détermination" de la même date.

J'avais lu l'article à l'époque et demandé récemment au journal de m'en envoyer copie. À l'époque (il y a un certain temps) le journal n'avait rien trouvé mais il vient de m'envoyer le document dont je voulais reproduire un passage, celui me concernant directement puisque l'on y parle de moi (le Chef de SAS, Lt "A...").

J'ai donc demandé au journal l'autorisation de reproduire l'article. Elle me fut accordée, à la condition que je le reproduise intégralement et sans commentaires ! Bien sûr, je ne puis accepter ces conditions. Je commente donc l'article sans le reproduire.

Il représente un exemple flagrant de parti-pris journalistique ! J'explique pourquoi : quelques jours avant le référendum, le préfet de Grande Kabylie avait convoqué les Chefs de S.A.S. de l'arrondissement de Fort-National au sujet de l'organisation du référendum d'auto-détermination au sujet de l'avenir de l'Algérie.

Au cours de cette réunion à la sous-préfecture le préfet avait été appelé au téléphone et était revenu l'air préoccupé : "*On nous envoie cinquante journalistes internationaux*" nous dit-il. "*Qu'est-ce que je vais en faire ?*" - "*Envoyez les chez Abolivier*" dirent en cœur mes chers camarades "SAS" ! Et c'est ce qui s'est passé. Les journalistes du groupe étaient des membre importants de la profession. Je n'ai lu qu'un seul d'entre eux, celui du "Dauphiné Libéré" et je vous en donne la substance : d'abord le paysage de montagne kabyle, de nature à intéresser les lecteurs dauphinois, puis le pittoresque des femmes en robes kabyles qui viennent voter allègrement mais soudain une tache bleue, le képi bleu-ciel du Lt A.. me fit soudain douter de la spontanéité des cent "citoyennes" !

Donc, le Chef de S.A.S., Délégué spécial de la commune, responsable de l'organisation et du déroulement du scrutin, n'avait pas le droit de se montrer ! Il était seul au milieu de toutes ces femmes, c'est dire la confiance qu'il leur faisait ! À cet égard, dire que "le bureau de vote (était) gardé par des soldats du 2-73ème RIMA " est également faux. Ledit bureau de vote était dans le Centre Municipal, jouxtant la S.A.S. et le maghzen suffisait à en assurer la sécurité. J'avais d'ailleurs consigné ledit maghzen à l'intérieur des murs de la S.A.S. Le garde champêtre kabyle et le Chef de SAS suffisaient comme service d'ordre !

En examinant plus attentivement la photo qui illustrait l'article, on peut d'ailleurs voir, de dos, une tête, sans képi bleu, qui est la mienne !

Je dois dire que ce référendum fut le premier scrutin que j'ai accepté d'organiser. J'avais refusé d'organiser des élections municipales tant qu'on s'entretuait dans les dix sept villages de la commune. Je ne voulais pas non plus truquer des élections... Le préfet me disait : "*si vous ne voulez pas organiser d'élections vous serez renvoyé en France !*" Il ne tînt pas sa promesse (il manquait certainement de remplaçants !).

En fait, l'envoyé du Dauphiné libéré était venu avec les préjugés d'un "journaliste de gauche" et il refusait de croire à ce qu'il voyait... Un autre de ses confrère, directeur d'un grand magazine américain eut, par contre, une réaction plus honnête (et plus sympathique !) : il vînt me serrer la main et me dit : "*C'est formidable, ces femmes vous aiment !*"

Enfin, je signale une autre contre-vérité : le journaliste écrit que les enfants du village auraient crié : "Vive l'Algérie !" En fait, jamais les enfants du village n'ont eu une attitude politique. Ils savaient que je m'efforçais de les protéger et que je ne leur demandais rien en retour. J'ai créé à Tamazirt le première

Première distribution des prix à l'école communale de Tamazirt par le Chef de SAS. (Photo D. Abolivier)

M AVEC LES MONTAGNARDS KABYLES

S. D'IRDJEN (GK. - FORT-NATIONAL) 59/62

école de filles et ouvert une dizaine de classes, notamment pour les réfugiés des villages évacués par l'Armée, cela en plus de la "Grande École" de Tamazirt ouverte après la "Grande Rébellion" de 1871 pour se faire pardonner la brutalité de la répression ! J'ai institué la première distribution des prix et présidé la première de ces cérémonies, remettant le "Prix d'excellence" à un garçon d'une famille bien connue pour ses sympathies FLN !

Certains de ces mêmes garçons, qui habitent la région parisienne, ont retrouvé ma trace et viennent de m'inviter à partager un repas kabyle ; j'aurais un tas d'histoires à leur raconter (seulement les bonnes, pas les tristes !).

Dans le même ordre d'idée je signale que lorsque le chef FLN "Japon" (à cause de ses yeux bridés) est mort récemment, j'ai reçu une sorte de "faire-part"... C'était un homme que nous n'avons jamais réussi à attraper mais qui n'avais jamais commis de crimes odieux. Quand une femme du village de Bou-Smahel, situé dans une petite moitié de la Commune, dans une vallée que "les militaires" abandonnaient à la rébellion car elle était facile à boucler et permettait des "tableaux de chasse, a été tuée pour avoir dit aux autres femmes que l'école que je construisais était une bonne chose, que leurs enfants pourraient ainsi apprendre à lire et à écrire, les propres enfants de cette malheureuse m'ont dit, quand je les ai recueillis, que les criminels "parlaient mal le français et avec l'accent arabe" ! Ce n'était pas "Japon" !

Quand les militaires ont démoli le toit de la maison de "Japon" j'ai fait l'idiot et dit aux vieux du village de venir à la S.A.S. où il me restait quelques tuiles après la finition du bordj... J'ai inscrit "Madame Japon" dans la liste des indigents (elle l'était vraiment !) et j'ai donc nourri ses enfants... J'espérais peut-être qu'il se rallierait ...

Enfin, après le cesser le feu de mars 62, quand nous avons été désarmés, j'ai refusé l'ordre d'abandonner mes hommes et de rejoindre la Préfecture de Tizi-Ouzou et suis resté avec mes Moghaznis (ils n'étaient pas originaires de la région, la "Crête de Fort-National" étant entièrement acquise à la rébellion ; c'est le cœur de la Kabylie et c'est là qu'avait éclaté la grande rébellion de 1871. J'ai acheminé vers Alger et la France "par petits paquets" une petite moitié d'entre eux (les célibataires) avec de "vrais faux papiers" (Le Sous-préfet Kabyle, originaire du village de Tamazirt où était la S.A.S. m'avait donné une liasse de carte d'identité en blanc et j'avais reçu de France de l'entreprise Pechiney, sans l'avoir demandé, des promesses d'embauche (exigées pour un départ vers la France). Il y a eu à ce moment un réseau de résistance contre la trahison gaullienne). J'ai payé les voyages de ma poche.

Le fils du chef FLN "Japon" embrasse le chef de la SAS. (photo D. Abolivier)

Les autres, mariés et pères de famille, ont contacté leurs épouses dans leur régions d'origine (Ouarsenis, chez le Bachaga Boualem et Titteri au Sud d'Alger). Les épouses ont eu des promesses de pardon du FLN local, promesses que corroboraient la propagande gaullienne garantissant la sécurité de nos amis...

Quand nous avons été désarmés, donc, je suis allé voir "Japon" et je lui ai dit : "*Nous sommes à votre merci maintenant*". Il m'a répondu : "*tant que vous êtes avec eux* (mes moghaznis), *ils ne risquent rien*" et il a tenu promesse ! et nous nous sommes serré la main devant des villageois très étonnés !

Il a ajouté : "*Je vous connais bien ; une fois, à Bou-Smahel, un vieux vous a attrapé par la manche et ne voulait plus vous lâcher ! Vous ne compreniez pas ce qu'il voulait. En fait, il vous a sauvé la vie car j'étais à quelques mètres de vous, au coin de la ruelle, en uniforme ; je vous avais vu le premier et si vous aviez continué j'aurais été obligé de tirer*" !

En attendant que ma démission soit acceptée j'ai été maintenu un an à État-major de l'Armée de l'Air à Régaîa et j'ai pu voir les malheureuses veuves de Harkis qui mendiaient dans les rues d'Alger, entourées d' orphelins. Les gens leur faisaient l'aumône , sachant de qui il s'agissait... Un jour, pour une formalité personnelle au Consulat de France, j'ai entendu une de ces veuves, entourée de jeunes enfants, demander assistance : son mari sous-officier avait été assassiné. Le gendarme "Pieds-Noirs" de garde, qui servait d'interprète, lui a répondu : "*Ecrivez, on vous répondra*" ! Je regrette de ne pas avoir emmené cette famille ; j'aurais bien trouvé un embarquement sur un avion de l'Armée de l'Air.

Voilà, cet article tendancieux qui m'avait choqué à l'époque, a ravivé un tas de souvenirs. C'est l'objet de notre Bulletin que de tels souvenirs ne soient pas perdus et que ne reste que la propagande "Fello-

(suite de la page 11)

Janvier 1961

1er. Sortie à Ait halli. accouchement ...

2 - Liaison Lt à Fort. National.

3 - Arrivée M. Bardot : nouveau secrétaire gl de la Mairie.

4 - Réunion chef de S.A.S à F.N. Repos chez le S. Prefet. Préparation du Référendum.

5 - Sortie à Bou-Smahel. avec le Capitaine : arrivée des Tables et de l'instituteur pour l'Ecole. Préparation du Référendum. Sortie à Adeni et Ait halli. Même objet. Réunion des hommes à Tamazirt. Ambiance très bonne à Ait halli. Moins bonne à Tamazirt et surtout Adeni.

6. Référendum. Bonne ambiance à Ait Yacoub et Ait halli. Même chose à Bou Smahel. A Adeni où les rebelles ont pendant la nuit fait des inscriptions hostiles au vote. Le début est difficile - par la suite les gens votent calmement. A Tamazirt, aucune pression n'est faite par les militaires. Le chef de S.A.S est obligé d'aller dans chaque îlot convaincre les femmes qu'elles doivent voter - les femmes les plus dures sont comme d'habitude celles d'Ait-Hague. Finalement presque toutes les femmes viennent voter. pour la plus grande joie d'une trentaine de journalistes internationaux!

7. Visite du lieutenant Abolivier à Bousmahel - qui passe le week-end à l'Antenne -

8. Départ S/Lt Valat en intérim à Ichéridène - le chef de S.A.S reste à l'Antenne -

9.

10. Ouverture à Bou-Smahel de l'Ecole - 32 petits et 32 grands

11 Liaison Lt à Fort-National - arrivée de l'Aspirant Mouraux, nouveau chef de l'Antenne.

12. Retour du chef de S.A.S à Tamazirt.

13. Liaison chef SAS. Tizi.

14. Départ chef de SAS Liaison Alger.

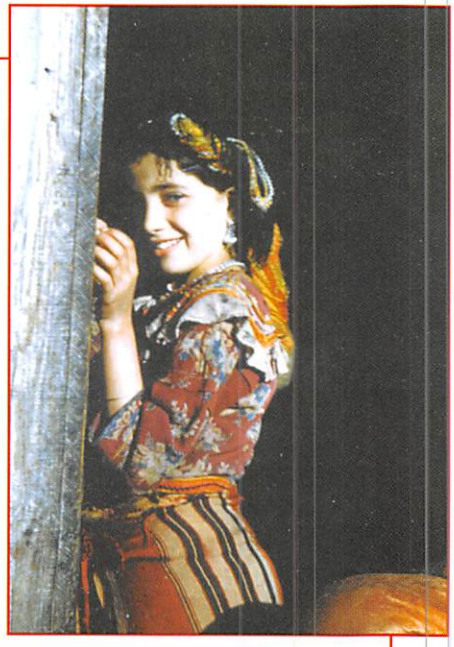
Photocopie du Journal de Marche du chef de la SAS d'Irdjen : cela dément les affirmations des journalistes.

Gaucho-Gaullienne" ! Un autre journaliste, étranger donc impartial, Alistair Horne mérite d'être cité ici : "Les Képis Bleus, comme on les appelait avec affection, formaient un corps d'hommes dévoués et courageux qui savaient se faire partout aimer de la population et qui, pour cette raison, étaient souvent l'une des principales cibles du FLN. Les journalistes étrangers qui les virent au travail dans des bleds isolés et constamment en danger, ne cessèrent jamais d'être impressionnés par leur action".(déjà cité: bull 28- page 17- a/s Lt Schoen).

Pour revenir à mes moghaznis (de la S.A.S. d'Irdjen dont le bordj était dans la village de Tamazirt entre Tizi-Ouzou et Fort-National), j'ai dit que les plus jeunes avaient accepté mon offre de les faire passer en France, sans doute pour "voir du pays" ce qui montre comme ils étaient inconscients du danger, mais les plus anciens, mariés et pères de familles, ont cru aux promesses des fells et de "qui vous savez". Ils sont donc rentrés dans leurs villages dans l'Ouarsenis (Est d'Alger) et le Titteri (Sud de Médéa). Comme je suis resté en Algérie jusque l'été 63, j'ai pu essayer de connaître leur sort. Une amie Pied-Noir, haut fonctionnaire au Ministère des affaires sociales a envoyé des lettres "bidon" à mes anciens moghaznis, avec des motifs divers, par exemple, "vous avez un reliquat d'allocations familiales sur votre compte", etc... Les lettres sont revenues avec la mention "n'habite pas à l'adresse indiquée" ou "inconnu". Je n'ai jamais eu non plus à traiter aucun dossier pour mes gars restés là-bas... J'en déduis que mes hommes ont été assassinés. ■

Daniel Abolivier

Chef de la S.A.S. d'Irdjen (G.K - Fort-National) de 59 à 62 mon premier souci a été de scolariser le maximum d'enfants. Le village abritait en effet de nombreuses familles d'autres villages évacués pour des raisons militaires.Pour scolariser les enfants réfugiés, j'ai construit ou reconstruit neuf classes, dont la première classe de filles. (J'en ai parlé dans le bulletin N°10 - Décembre 1998). Mais pour aller à l'école il faut des vêtements et surtout des chaussures en bon état, l'hiver kabyle est rude ! J'ai donc demandé aux "Éclaireurs de France" (laïques) de Rennes, car j'avais appartenu à ce mouvement quand j'étais étudiant de m'aider par une collecte de vêtements. Je n'ai obtenu aucune réponse !? J'ai alors demandé l'aide des "Scouts de France" (Catholique) et j'ai reçu quantité de vêtements et de même de chaussures neuves ! (Il y avait une industrie de la chaussure à Fougères à l'époque). Les cheftaines des Louveteaux rennais m'ont alors dit que leurs enfants aimeraient savoir de quoi avaient l'air les petits Kabyles et c'est ainsi que j'ai fait ces photos ! ***Daniel Abolivier***



Légende : Sourire au chef de SAS par dessus le dos de la Tamghart (la vieille belle-mère) !

ARTICLE DU GÉNÉRAL HENRY BURTHEY

CHEF DE LA S.A.S. DE TIRMITINE - GRANDE KABYLIE - TIZI-OUZOU 56/59

KABYLIE - Source : Hanoteau (1866)

Confédération des Maatkas : Mahatkaas, Ibethrounen et Aït Khélifa

I) Tribu des Ibethrounen

- Village Biâran : 255 habitants.
- Village Aït Mohammed : Ir'il Ouberouak (crête de l'asphodèle) ; Tarkeft (pétillement de la poudre) ; Taddert Oufella (village d'en haut) ; Imezdaten (ceux qui vont en avant) : 736 habitants.

Total 1603 habitants.

II) Tribu des Aït Khelifa

- Village Ourthi Bouakkach verger des Bouakkach ; Tirilt en Terak (crête où l'on fait sécher les figues) ; Tazrout (petit rocher) ; Ahrouka : 564 habitants.
- Village Taddert Tamek'krant (le grand village) :1059 habitants.
- Village Aarour (le dos) : 272 habitants.
- Village Tirmithin : Taichach ; Taleumast ; Aït Ali ; Aït Ameur : 537 habitants.

Total : 2432 habitants.

III) Tribu des Maâtkas

- Village Lâdjaben : lâadjaben ; Igariden ; Isebouaken (marchands habiles) : 301 habitants.

1956 - Action Kabyle (AK) ou Armée Secrète Kabyle (Oiseau Bleu)

J'ai été muté en janvier 1956 en Grande Kabylie pour y créer une SAS à Ighil Bou Rioul (Betrouna) dans la commune de plein exercice de Tizi-Ouzou. Dès mon arrivée à Tizi-Ouzou, en attendant le convoi ou l'hélicoptère qui me déposerait sur l'emplacement de ma future SAS, j'ai fait le tour des organismes de renseignement (Sous-Secteur de T.O. B2 de la 27ème Division d'Infanterie Alpine). Les responsables m'ont fait comprendre que dans le douar des Beni Smenzer il n'existait aucune implantation militaire. Ce douar était situé aux limites de la Ville de T.O. et était entouré par les Beni Douala, les Maatkas et le Betrouna où se trouvaient des unités du 11ème Choc et du 1/93ème RI.

Des représentants du douar Beni Smenzer avaient obtenu des armes (mousquetons) de la 27ème DIA et se faisaient forts de s'opposer aux rebelles, à condition que les unités (11ème choc et 1/93ème RI) ne pénètrent pas dans le douar.

Dans le courant du mois d'août (vers le 15/8), j'ai fait procéder avec l'aide de la 1ère Cie du 1/93ème implantée à Ighil Bou Riouà des contrôles dans un certain nombre de villages du Betrouna, des Maatkas et de Tirmitine. Dans deux villages, Issoubaken et Adjaba, situés près de Manassera, deux hommes d'une trentaine d'années m'ont pris à part et m'ont demandé de relâcher immédiatement tous les hommes dont ils se portaient garants au nom de l'Action Kabyle et m'ont conseillé de téléphoner à Tizi-Ouzou à un certain numéro, correspondant en fait à celui du chef du 2ème Bureau de la Division, le colonel F.

Général Burthey - Mai 58
(sans doute à Tizi-Ouzou)

À la même époque des fusils de chasse neufs de calibre douze ont été livrés par la Division à la 1ère Cie pour armer des hommes de ces deux villages. J'ai fait surseoir à la livraison des armes. fin août un homme de Manassera s'est présenté au poste et a demandé à y être hébergé avec sa femme et ses enfants, car il ne pouvait et ne voulait plus payer l'impôt aux rebelles.

Nous sommes allés dans son village et avons ramené sur des ânes une partie de ses biens. Un dimanche lors d'une patrouille nous avons intercepté un messager rebelle un peu en dessous du village de Menassera et avec l'aide de la Gendarmerie de Souk el Khemis nous avons pu démanteler l'OPA du village de Menassera. Par la même occasion le 6/9 le ralliement d'un responsable administratif. Celui-ci m'a dit de me méfier de deux ou trois hommes, dont les deux responsables de l'Action Kabyle, car ils attendaient que l'Armée Française leur livre des armes avant de prendre le maquis et qu'ils venaient au poste d'Ighil Bou Rioul pour glaner des renseignements.

Le 7 ou le 8/9, j'ai adressé un bulletin à l'OR du quartier (1/93ème RI, Souk el Tnine) et au Cne ou Cdt des Affaires Algériennes du 2ème bureau de la Division dans ce BR je mentionnais l'identité d'un homme des Beni Smenzer, Saïd, qui serait le chef ▶

(suite de la page 13)

des groupes Armée Secrère Kabyle (Menassera, Iberkanen, Adjaba, Issoubaken et Aït Aïssa Ouziane). Cet homme, qui avait parlé il y a quatre mois avec Slimane Ou Moher "dépend de votre Ministre de la Guerre" (déclaration du responsable administratif de Menassera).

Profitant du premier convoi sur Tizi, je suis allé au B2 de la Division et informé en même temps les Gendarmeries de Tizi et de Souk el Khemis. Il m'a été répondu de ne pas m'inquiéter, car l'affaire Action Kabyle était bien contrôlée.

Quelques jours plus tard, j'ai rencontré le chef de l'AK d'Adjaba et je lui ai demandé s'il voulait les fusils de chasse que certains lui avaient promis. Il m'a répondu qu'il attendait mieux : des mousquetons et autres armes de guerre.

Le 16/9 toujours à l'occasion d'un convoi sur TO, je me suis rendu à la Gendarmerie, ai vu l'Adjudant-Chef qui avait dans sa juridiction le douar Betrouna. Il m'a conduit auprès du Cne commandant la Gendarmerie ; celui-ci avait rendu compte au PC de la 27ème DIA de certains faits troublants sur l'AK, ensemble nous sommes allés au 2ème bureau où nous avons été reçus par un Commandant, adjoint du Colonel F. J'ai fait une synthèse des renseignements recueillis sur l'AK, indiquant notamment que lors d'une réunion d'organisation des groupes AK des villages les nommés Slimane Ou Moh, Chougar Mohammed et Makhlouf Saïd étaient présents et qu'ils avaient promis trois mille francs par mois aux hommes qui s'enrôleraient dans l'AK.Dans le secteur Nord de Tizi, entre l'oued Sebaou et la mer , des Alpins du 15ème BCA (?) auraient à la même époque prêté des armes de guerre à l'AK pour que ses membres s'entraînent au tir ; les armes prêtées le matin étaient rendues dans la soirée.

Finalement dans la nuit du 30/9 au 1/10, toute l'AK a pris le maquis en emportant les armes qui lui avait été remises et en adressant un message au Gouvernement Général de l'Algérie, dans lequel les chefs de l'AK expliquaient leur manœuvre et les procédés utilisés pour tromper les émissaires du G G.

Pour ma part j'ai été convoqué plus tard par le Colonel commandant le sous-secteur N°1 TO) le Colonel F. et le chef du B2 de la division. J'ai rappelé les BR et les comptes-rendus de mise en garde que j'avais adressés et j'ai envoyé le 8/11 au Colonel commandant le secteur un rapport sur mes mises en garde.

À la suite de la défection de l'AK, des opérations ont été montées pour récupérer les armes. L'une d'entre elles a eu lieu vers le 15/10 dans les Beni Smenzer avec le 1/93ème RI et le 9ème RIC ; elles ont permis de retrouver quelques membre de l'AK avec leurs armes, les autres armes furent récupérées peu à peu lors de différentes opérations.

1958 - Effets de la Bleuite

Au début du mois de juillet 1958, un de mes informateurs ancien combattant me fit prévenir par Amar OU Akli qu'il voulait me voir. Il revenait d'un voyage à Alger et s'était rendu là-bas à la Grande Mosquée près de la Pêcherie ; il avait rencontré et discuté avec plusieurs amis ; il avait ainsi appris qu'un certain nombre de Kabyles appartenant au FLN avaient été emmenés dans l'est de la Kabylie pour y être jugés et peut-être exécutés. parmi eux se trouvait un homme de Tirmitine, Siaci Ali (?), que je poursuivais depuis Septembre 1956 et dont le frère Mohammed (?) avait été blessé lors d'une opération de contrôle à la même époque. Il était reproché à Siaci "d'avoir travaillé avec le Lt de la SAS de Tirmitine". Je rends compte aussitôt de ce renseignement au B2 de la 27ème DIA.

Début août, un rebelle se présenta un dimanche après-midi au poste militaire situé à l'entrée de Tizi-Ouzou, sur la route d'Alger, près de la gare de marchandise. il demandait à être conduit auprès d'un officier et fut amené au bordj de Tizi, PC du secteur ; il raconta qu'il s'était échappé dans les Ali Bou Nab alors qu'on le conduisait sous escorte de la région d'Alger vers l'Est de la Kabylie pour y être jugé. Il avait été torturé par ses camarades, (supplice de l'hélicoptère), qui le considéraient comme suspect, car il avait pu demeurer plusieurs mois dans la zone d'Alger sans être inquiété (1958). Il devait être conduit vers le "Grand Chef" pour y être jugé.

Fin septembre ou début octobre 58 eut lieu la grande opération dans la forêt de l'Akfadou qui permit de découvrir plusieurs charniers contenant de nombreux corps de rebelles exécutés par Amirouche et le trésor de guerre de celui-ci, chef de la Wilaya III. Ce trésor était constitué de bagues, de colliers, et de nombreux bracelets en argent.

Amirouche avait été fortement marqué par la "Bleuite", opération d'intoxication menée depuis Alger par le Cne Léger et ses "Bleus" (hommes en bleu de chauffe), anciens FLN retournés et utilisés par nos services spéciaux. Se méfiant de ses camarades de combat, Amirouche était tombé dans le piège et avait décidé d'épurer les rangs de la Wilaya III.

En février 59, sur demande de l'OR du secteur de TO, le Cne ou Cdt C, je pris part à une opération de largage d'un bleu. Au jour convenu je retrouvais devant la mairie de Mirabeau deux Européens (équipe Léger ou Godard) accompagnant un "bleu" dans une land-rover. Nous convînmes du point de largage et des premiers contacts à prendre par ce bleu.

Comme d'habitude je conduisais ma jeep avec cette fois Yvars comme garde du corps, laissant le maghzen et le camion à Mirabeau. Avec la jeep et la land-rover nous fonçâmes en direction de la zone interdite sur la route de Boghni, après avoir dépassé l'ancien marché du Tleta, j'arrêtais brusquement ma jeep et fit un signe ; le bleu sauta alors et nous continuâmes sur la route de Boghni

en zone interdite. Arrivés à un embranchement, nous fîmes demi-tour et rentrâmes à toute vitesse sur Mirabeau. À noter que ce bleu avait, selon l'OR, déjà effectué une mission dans une autre région de Kabylie et avait pu s'échapper lors de son transfert vers un grand chef .

1958 - Tentative de trahison

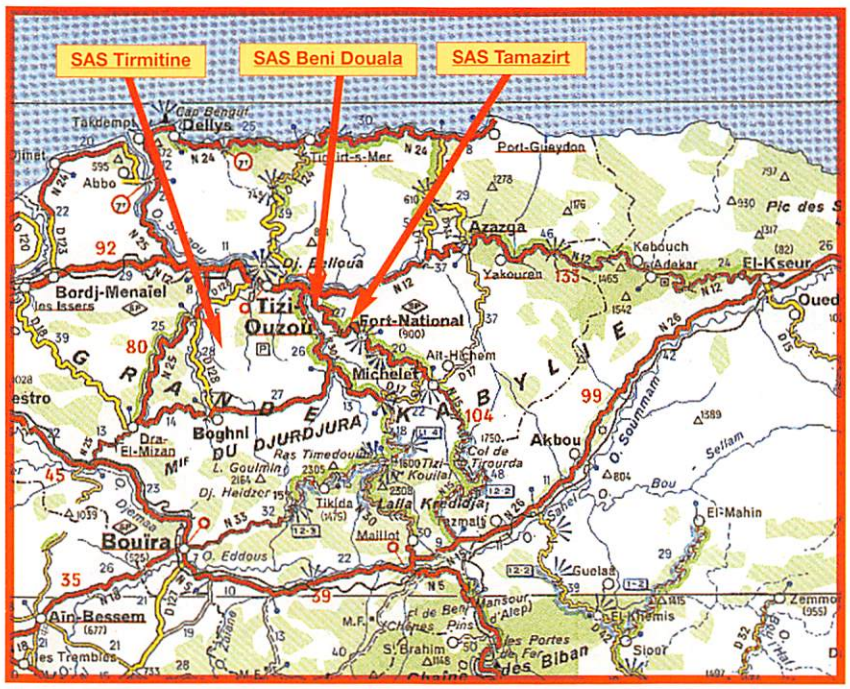
J'étais encore à cette époque Délégué Spécial de Mirabeau et en liaison quotidienne avec la Gendarmerie de la Commune (Adj B). Un matin les Gendarmes me préviennent que l'escadron de Gendarmes Mobiles cantonnés à la Station des Eaux de l'Harrach, près d'Alger, avaient quelque chose pour moi. Après avoir contacté le commandant de cet escadron, (escadron venant des Sables d'Olonne ?), je descendis à Alger avec ma jeep et un camion et me rendis à l'Harrach.

Un homme originaire de Iberkannen, près de Manassera et vivant dans un bidonville près de l'Harrach, s'était réfugié auprès des Gendarmes Mobiles après avoir été contacté par deux émissaires de Krim Rabah, frère de Krim Belkacem. Il devait demander à s'engager dans le maghzen de la SAS et plus tard pousser les moghaznis à déserter en emportant leurs armes, peut-être en égorgeant les récalcitrants. Cet homme était le cousin d'un moghazni lui aussi originaire des Iberkanen, autrefois coiffeur. Étant en confiance il parla longuement avec les moghaznis venus avec moi à l'Harrach. Les Gendarmes me remirent l'homme d'Iberkanen et les deux émissaires de Krim Rabah ; je rentrais sur Mirabeau et Tirmitine.

Le lendemain avec le maghzen, j'allai chercher la famille et les biens de l'intéressé à Iberkanen et installai la famille dans un logement de la SAS. L'homme fut incorporé dans le maghzen et donna entière satisfaction.

Je rendis compte au Colonel B, Cdt l'échelon départemental des AA, de cette tentative de trahison et lui fis part de mes craintes que pareille tentative ne se reproduise dans d'autres maghzen. En partant, je lui annonçais que pour moi maintenant tout était en ordre. Durant tout mon séjour, il n'y eu aucune tentative de trahison.

Localisation S.A.S. de Beni Douala, Tamazirt et Tirmitine



Extraits Carte Michelin N° 172

1965 - Vendetta

En 1965, j'étais commandant de batterie au 1/32ème RALD (à Mulheim, Bade Wurtemberg). Je reçus un jour une convocation du Cne ou Cdt de gendarmerie française de Fribourg qui désirait m'entendre sur convocation rogatoire d'un juge de Versailles (Seligman ?).

Je me rendis au bureau de ce capitaine qui me précisa qu'il avait besoin de mon témoignage au sujet d'une tentative de meurtre commise quelques mois plus tôt à Argenteuil (Val d'Oise). Un Kabyle habitant Argenteuil, originaire de Tirmitine, village de Harouka ou Arrour, en dessous de Taddert Amokrane, avait tiré plusieurs coups de pistolet sur un autre Kabyle et l'avait poursuivi jusqu'à l'entrée du commissariat d'Argenteuil où il cherchait à se réfugier.

Dans sa déclaration le "tueur" avait dit aux enquêteurs et au juge que son geste était parfaitement normal, car son père avait été tué par le FLN, que le blessé appartenait au FLN et que le Lt Burthey était au courant du meurtre de son père.

J'ai donc fait une simple déclaration aux Gendarmes : d'après mes souvenirs le père du tueur avait bien été tué chez lui alors que j'étais chef de la SAS de Tirmitine et Délégué Spécial et que suivant la coutume kabyle, toujours valable même en 1965, la famille du mort était en devoir d'appliquer la vendetta, si elle trouvait l'assassin. Je suis ensuite rentré à Mulheim et n'ai plus entendu parler de cette affaire. ■

Cet article que le Général Burthey avait préparé pour un bulletin à venir reflète les qualités de son auteur, en particulier la clarté et la précision.Une autre remarque : on voit dans cet article l'intérêt que le lieutenant montrait dès le début de sa carrière pour le renseignement... Notre camarade est décédé le 23 avril 2008. D.A.

LAGOUCHE Jean
LA CHAMPELLERIE
50250 PRETOT SAINTE SUZANNE

le 16-01-03

Monsieur Abolivier

Voici les quelques renseignements que vous m'avez demandés.

J'appartenais au 1er escadron du 20e Dragons, stationné à BOUANDAS. Je suis resté en poste à la harka de ISAATETEN dans la Commune de BOUSSELAM Sous Préfecture Lafayette de Mars 1959 à Juin 1960 avec environ 45 harkis et 5 à 6 MOGHAZNIS détachés de la S.A.S de BOUANDAS. J'étais le seul élément européen dans le lieu, radio de formation j'occupais des fonctions très diverses, gestion des populations civiles etc.

Les harkis étaient commandés par l'ancien garde champêtre de la commune nommé Maréchal des logis chef, tous étaient de la même commune et souvent des même familles

Je peux dire que je fus oublié pendant plus d'un an en KABYLIE, puisque je ne suis resté que quelques jours avec le radio "libéré" que je devais remplacer, ainsi que du lieutenant en place, "muté" en même temps et qui n'a jamais été remplacé ! Ce fut pour moi une expérience formidable, je pensais œuvrer pour la paix et j'étais intégré à la population, que j'ai quittée en pleurant.

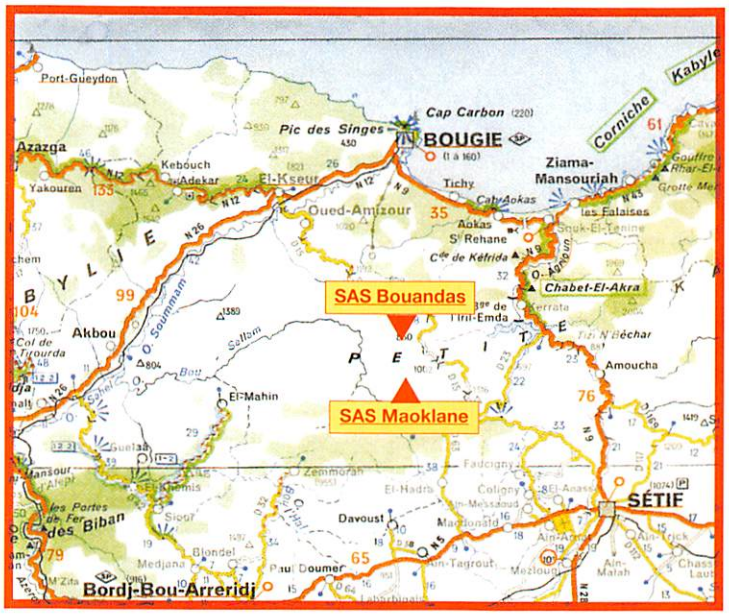
Je vous félicite pour votre action envers tous ces abandonnés, et vous adresse mes salutations distinguées

Lettre de M. Jean Lagouche - Sergent Appelé du 20ème Dragon - 1er escadron détaché à la Harka de Asaatéten - Commune de Bouandas-Bousselam (Sétif-Lafayette). 59/60. Elle se passe de commentaires...

Photo Dragon Yvon Abolivier

1958- le Bachaga de Maoklane accueille le Colonel de Maupeou, Commandant le 4ème Dragon avec une garde d'Honneur. Le Bachaga est caché en partie par le Colonel.
(Maoklane : département de Sétif arrondissemnt de Lafayette)

Localisation des SAS de Maoklane et de Bouandas

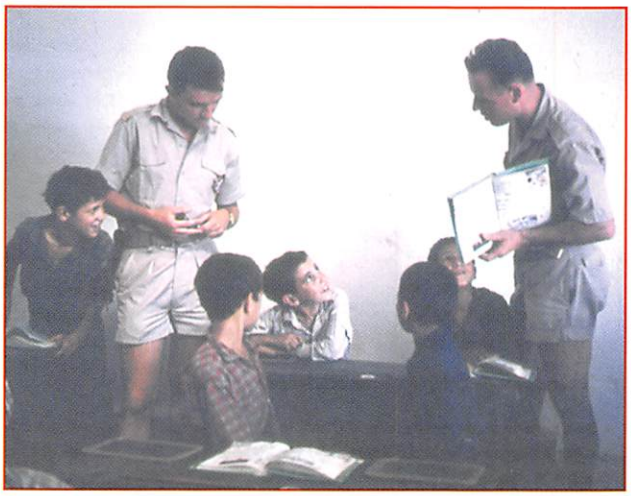


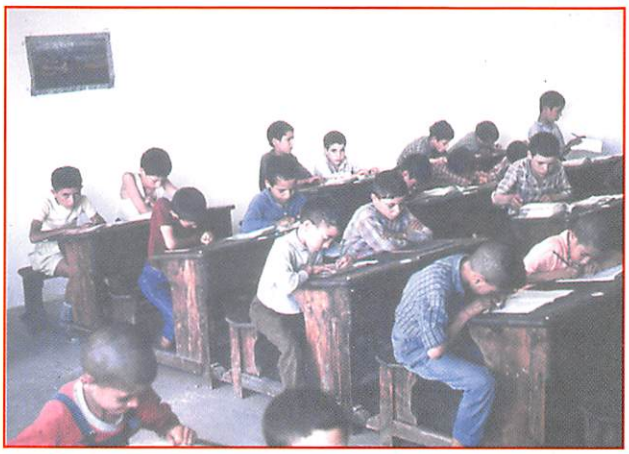
Extraits Carte Michelin N° 172

ANECDOTE

de notre camarade Suchanecki
S-Lt de la SAS de Tifelfel Batna-Aaris
(60-62)

Elle a sa place ici.
Notre camarade est instituteur de métier.
Les habitants de Tifelfel l'ont contacté après l'indépendance pour que lui et son épouse retournent au village pour y faire l'école...





Elèves de Tamazirt - Visite du chef de SAS

Dès mon arrivée à Tamazirt, le 1er août 1959, je me suis préoccupé de scolariser les nombreux enfants "déplacésé de villages évacués par l'Armée. Celle-ci a détaché à la S.A.S. des instituteurs effectuant leur service et j'ai recrut des épouses de fonctionnaires de la S.A.S. ou de la Gendarmerie comme institutrices.
Les élèves kabyles étaient exceptionnels ! A la fin de l'année scolaire, ils m'ont dit la mine basse : "*Oh ! Monsieur ! Trois mois sans école !*"...

HOMMAGE AUX VICTIMES

DES MASSACRES D'ORAN - 5 JUILLET 1962

Le 5 juillet 1962, deux jours après la proclamation officielle de l'indépendance de l'Algérie, une manifestation fut organisée à Oran par le Front de Libération Nationale (FLN) signataire des accords d'Évian.

La date du 5 juillet étant celle du débarquement des troupes françaises en Algérie en 1930, l'objectif était d'effacer symboliquement 132 ans de souveraineté française sur ce territoire.

En fin de matinée, et alors que la manifestation se déroulait dans le centre ville, de nombreux Européens, hommes, femmes, enfants de tous âges, furent pris à partie, lynchés et massacrés dans les rues et édifices publics où ils s'étaient réfugiés.

D'autres, par centaines, furent pris en chasse et enlevés, souvent même à leur domicile ; la majorité de ces derniers demeurent, à ce jour , portés disparus. Leur assassinat ne fait aucun doute, comme l'établissent tant les témoignages recueillis que les différentes archives consultées par les historiens.

La police et l'armée des nouvelles autorités algériennes, loin d'assurer la protection des Européens présents dans la ville, prirent souvent une part active aux rapts, rafles et massacres. De leur côté, se conformant aux ordres reçus de Paris, les nombreuses troupes françaises encore stationnées à Oran n'intervinrent pas. Seuls quelques rares officiers prirent courageusement, à titre personnel, la responsabibilité de contrevenir aux instructions.

Ainsi, le 5 juillet à Oran, se confirmaient les pires craintes que suscitait le retrait de la France de l'Algérie, en mettant fin ce jour-là à la cœxistence de populations de toutes origines et de confessions diverses qui ne demandaient qu'à vivre ensemble.

Abandonnés sans aucune protection, les Français d'Oran ont dû choisir entre "la valise et le cercueil". Ils ont été contraints comme bien d'autres Français d'Algérie avant eux à fuir précipitamment pour un exode définitif la terre à laquelle ils étaient tant attachés.

À l'heure où des voix parlent encore de repentance, nous estimons que la Patrie française à laquelle nous appartenons a le devoir de faire connaître, rappeler à la mémoire, les massacres d'Oran, les douleurs et les préjudices des familles de toutes ces victimes civiles et innocentes auxquelles, en ce jour, nous rendons hommage.

Ces douleurs sont aussi celles de toutes la communauté des Français d'Algérie qui en sont, bien évidemment, solidaires. ■

Comité de Liaison
des Associations Nationales de Rapatriés
Maison des Rapatriés - 7 rue Pierre Girard
75019 PARIS

Comité de liaison des Associations Nationales de Rapatriés

MEMOIRE JUSTICE

Cérémonies du 5 juillet 2008– Hommage oral aux Victimes et Disparus

A l'heure où des voix parlent encore de repentance, nous estimons que la Patrie Française à laquelle nous appartenons, a le devoir de faire connaître, rappeler à la mémoire , les massacres d' Oran , les douleurs et les préjudices subis par les familles de toutes ces victimes civiles et innocentes auxquelles , en ce jour , nous rendons hommage . Ces douleurs sont aussi celles de l'ensemble des Français d'Algérie, à quelque confession qu'ils appartiennent.

Les faits :

Le 5 juillet 1962, eut lieu à ORAN, une manifestation populaire organisée par le FLN (Front de Libération Nationale) . Ce jour anniversaire de l' entrée des troupes en Algérie le 5 juillet 1830, représentait la fin de 132 ans de présence française.

L'indépendance de l'ALGERIE était officielle depuis 2 jours !

En fin de matinée, en centre ville d'ORAN, sans que l'on sache vraiment pourquoi, la manifestion populaire a dégénéré. De très nombreux Européens, hommes, femmes, enfants de tous âges, furent pris à partie , lynchés et massacrés dans les rues, lieux et édifices publics où ils s'étaient réfugiés. D'autres, par centaines, furent pris en chasse et enlevés, souvent même à leur domicile; la majorité de ces derniers demeurent, à ce jour, portés disparus. Leur assassinat, leur asservissement ne font aucun doute, comme l' établissent tant les témoignages recueillis que les différentes archives consultées par les historiens.

La police et l'armée des nouvelles autorités algériennes, loin d'assurer la protection des Européens présents dans la ville, prirent souvent une part active aux rapts, rafles et massacres. De leur côté, se conformant aux ordres reçus de Paris, les nombreuses troupes françaises encore stationnées à Oran n'intervinrent pas. Seuls quelques rares officiers prirent courageusement, à titre individuel, la responsabilité de contrevenir aux instructions.

A ce jour, encore, des centaines de famille n'ont aucune nouvelle

des disparus de ce jour là.

Le 5 juillet, à Oran, se confirmaient ainsi les pires craintes que suscitait le retrait de la France de l'Algérie, en mettant fin ce jour-là, à la coexistence de populations de toutes origines et de confessions diverses, qui ne demandaient qu'à vivre ensemble. Abandonnés sans aucune protection, les Français d'Oran ont dû choisir entre « la valise ou le cercueil ». Ils ont été contraints , comme bien d'autres avant eux et dans toute l'Algérie , à fuir précipitamment pour un exode définitif, la terre à laquelle ils étaient tant attachés.

Comité de Liaison des Associations Nationales des Rapatriés

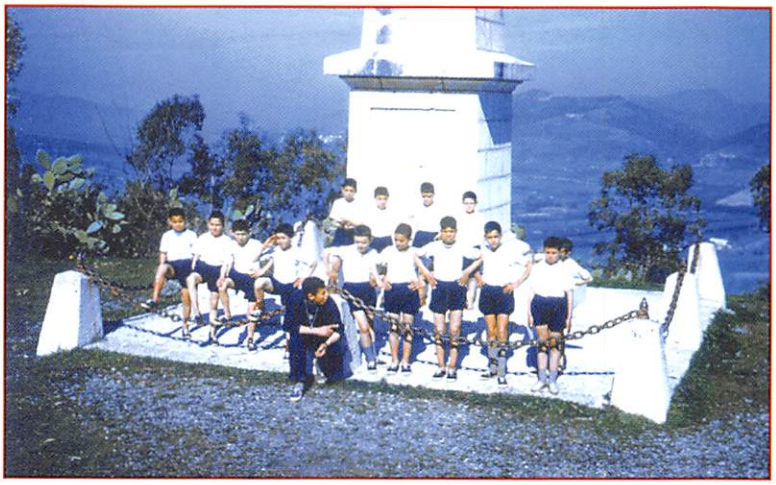
Maison des Rapatriés — 7, rue Pierre Girard 75019 PARIS Tel.Fax : 08.79.16.03.35 / Tel.Fax : 01.42.03.23.58

Site : http://clan-r.org * Courriels : clanr@orange.fr * info@clan-r.org

ÇA S'EST PASSÉ COMME CELA !

Extraits de la lettre de Bernard-Pierre Martin - S-Lt CFJA de Sedrata (Bhône-Clairefontaine)

... La suite de mon service militaire n'intéresse pas l'association "Les SAS" puisque j'ai été affecté au "15.3" de Laverdure après la dissolution du CFJA (*) (25 juin 62). Toutefois la hiérarchie du 153ème RIM m'a "confié" une mission un peu particulière pour un militaire, surtout pour un militaire de réserve ; cette mission m'a mis en contact avec d'anciens officiers SAS qui cherchaient leurs moghaznis, avec la hiérarchie militaire de l'ALN basée à Souk-Ahras dans les casernes auparavant occupées par les Français; avec quelques Harkis que j'ai pu enlever "au nez et à la barbe" de l'ALN pour les confier à une infirmière de la Croix-Rouge (en uniforme) qui les acheminait vers le port de Bône. Aucun militaire de carrière ne voulant exécuter les accords d'Evian sur le terrain, un Commandant du 153ème a envoyé un Sous-Lieutenant de réserve "jouer" le Commandant de Place à Souk-Ahras dans le bordj précédemment occupé par un Général français... C'est ainsi que j'ai pu obtenir du Capitaine ALN qu'il fasse cesser les exécutions nocturnes de moghaznis et de Harkis ; ce qui ne l'a pas empêché de faire déminer le barrage de l'Est par les mêmes équipés de baïonnettes de MAS 36... avec les conséquences que l'on devine. Quelle triste histoire alors que Boumédienne se cachait dans ce secteur et que le FLN montrait dans une vitrine de Souk-Ahras des photos de charniers FLN qu'il attribuait aux Français ! Mes conversations avec les représentants de l'ALN étaient étonnantes, même pour un jeune non politisé comme je l'étais à l'époque. La hiérarchie du 153ème ne m'a pas demandé de compte-rendu... Par contre, les Sous-Officiers, ayant réuni tout le personnel y compris les Officiers (et les Sous-lieutenants de Réserve qui rongeaient leur frein), ont détruit les installations du camp au PM MAT 49 ; çà aurait pu mal tourner... Je ne suis pas sûr que la relation de ces faits soit politiquement correcte ; c'est à vous de me le dire...



Monument d'Adeni à la Colonne Randon

J'ai illustré l'article de Bernard-Pierre Martin par cette photo d'élèves des écoles de la S.A.S. d'Irdjen à Tamazirt faisant une pose au cours d'un cross-country à travers la montagne kabyle encadrés par mes deux moniteurs du SFJA, un Kabyle et un Normand, (j'en ai déjà parlé dans le Bulletin N°10 - Décembre 1998 !).
Rétrospectivement j'éprouve des remords : que se serait-il passé s'ils avaient rencontré un groupe rebelles étrangers dans la région ? (je ne pense pas à l'O.P.A. locale qui était obligée sous la pression de la population de tolérer l'action de la S.A.S en faveur des enfants).
Nous appelions ce monument "Colonne Randon". Qui voudrait nous donner des informations sur ce monument. Dès notre départ les nouveaux maîtres de l'Algérie le dynamitèrent mais ils conservèrent la route, magnifique chef-d'œuvre du Génie Militaire, qui relie Tizi-Ouzou dans la plaine à Fort-National et Michelet dans le Massif du Djurdjura !

(*) C.F.J.A = *Centre de Formation de la Jeunesse Algérienne. Ils étaient encadrés par des militaires, et étaient en étroite relation avec les SAS. Laverdure (actuelle Mechroha) était une petite ville à 19 km au Nord-Ouest de Souk-Ahras.*

Notre camarade Bernard Martin m'a autorisé à publier sa lettre qui me semble particulièrement intéressante, contrairement à ce qu'il écrit au début de sa lettre : elle témoigne de la pagaille et des conditions de l'abandon... Il m'a confié au téléphone une anecdote qui est également significative : un soldat de l'ALN, rencontré à l'occasion de sa mission lui a dit : "*Dès que je suis démobilisé je file à Paris !*". Cela illustre bien le caractère de guerre civile du conflit algérien. J'ajoute qu'au moment où les soldats de l'ALN rêvaient (et souvent réussissaient à rejoindre le paradis français, les Harkis, persécutés et exécutés en masse par les vainqueurs, se voyaient refuser le départ pour la France (Circulaire Joxe).

Recension par René Franck : SAS de Harraza (Sétif-Bordj-Bou-Arreridj)
"Par le Cœur et la Raison"
de Jean-Pierre Sénat - Chef de la SAS Du Grhib (Orléanville-Miliana)

Décédé début Août 2008 - (Voir Bibliographie p 22)

Pendant sa classe préparatoire au concours d'entrée à Coëtquidan, Jean-Pierre Sénat avait lu des extraits du livre célèbre du futur Maréchal Lyautey sur le rôle social de l'officier et cette lecture devait influencer tout son avenir. Sa première affectation fut au Maroc où il a pu s'informer du travail des Officiers des Affaires Indigènes. Nommé lieutenant d'artillerie en kabylie en 1959, il demanda son affectation comme officier S.A.S.

Après une année scolaire de formation au Cours des Affaires Algériennes sur lequel je reviendrai, il fut nommé en 1960 à la S.A.S. du Ghrib, dans l'Ouest-Algérois, plus précisément dans l'arrondissement de Miliana. Il s'installe en août avec sa famille dans le bordj construit par son prédécesseur.

Mais la S.A.S. manque de moyens : elle n'a ni jeep, accidentée, ni camion, sans pont arrière. Le lieutenant Sénat doit faire comme la plupart de ses collègues, improviser et trouver des moyens au fur et à mesure que les problèmes se posent, sans jamais se décourager. Son action se développe au point que les fellaghas tentent de la briser, en montant contre lui une embuscade en fin d'après- midi du 19 janvier 1961 ; un retard lui sauve la vie;mais sont tués un aumônier, deux moghaznis, un chauffeur et quatre jeunes filles, Adjointes Sanitaires Sociales Rurales Auxiliaires qui travaillaient en coopération avec lui. Cette tragédie n'empêche pas Jean-Pierre Sénat de continuer son travail dans les nombreuses activités de la S.A.S. Il s'intéresse particulièrement à l'amélioration de l'agriculture et de l'élevage. À cette narration de ses activités quotidiennes, il ajoute l'histoire plus générale de l'Algérie et de l'évolution des prises de position en haut lieu. Finalement, il est menacé également par le F.L.N. et par l'O.A.S. mais il va rester jusqu'au bout et pouvoir emmener en métropole sept adultes et seize enfants. nous avons là un document à la fois général et détaillé, qui pourra servir aux futurs historiens des années 59 à 62 en Algérie. Mais j'ai laissé de côté ce qui me semble être la partie la plus originale de cet ouvrage : le compte-rendu de l'enseignement qu'il a reçu au Cours des Affaires Algériennes pendant neuf mois. Il commence par un exposé des points principaux de l'Islam : le caractère oral du Coran qui "s'apprend par cœur et se récite", le fait que le F.L.N a mené une guerre sainte, un djihad, comme le prouve le mot moudjahid. Après un bref rappel de l'histoire de la terre en Algérie depuis 1830, il rappelle l'histoire de nos lointains prédécesseurs : les officiers des Bureaux Arabes qui avaient une tâche énorme et variée et très peu de moyens.

Créés par Bugeaud, ils n'ont duré que vingt-cinq ans, certains de ces officiers ont laissés des travaux ethnographiques remarquables. La dernière partie de ce compte-rendu raconte l'histoire économique et politique de l'Algérie de 1900 à 1954. Cette centaine de pages est une remarquable synthèse de ce qu'aurait dû savoir tout officier S.A.S. sans oublier le minimum de langue arabe ou kabyle, enseignées deux heures par jour, cinq jours par semaine. Rentré en France, Jean-Pierre Sénat démissionne de l'armée. Il entre dans la tannerie-mégisserie familiale qui traite les peaux de chèvre africaines pour l'industrie du gant. En 1965, il fait une tournée au Niger pour voir quelles seront les possibilités de l'apprivoisement. À son retour en France, le Ministère de la Coopération lui donne la mission de créer une tannerie au Niger. C'est une réussite : la banque mondiale et le Ministère y mettent fin. Sur une autre échelle, on voit se répéter à peu près les mêmes erreurs que dans l'histoire de l'administration française tout au long de notre présence en Algérie.

Je voudrais pour conclure, dire la qualité stylistique de cet ouvrage, la richesse des points de vue généraux et des détails précis, l'intérêt des références à d'autres livres. Ce n'est pas une thèse universitaire, mais il devra entrer dans la bibliographie de toute recherche sur l'Algérie de 1959 à 1962. Les anciens des Affaires Algériennes y retrouveront leurs propres expériences.

Pourquoi ce titre "Par le cœur et par la raison"? Je vous laisse le soin de le rechercher dans l'ouvrage et de trouver l'auteur de cette formule. Jean-Pierre Sénat a mis autant d'ironie que d'amertume dans le choix de cette citation.

"Par le cœur et par la raison" 31 euros
Éditions L'Harmattan
5,7 rue de l'École Polytechnique 75005 PARIS

Commentaire du Général Maurice Faivre sur le livre de Jacques Valette : "Le 13 Mai du Général Salan"

(Voir Bibliographie p 22)

Inventoriées par Jacques Valette, les archives du Général Salan constituent une source précieuse pour les historiens. Après avoir rappelé le déroulement de l'occupation du Gouvernement Général par les émeutiers, l'auteur éclaire les données d'une situation aux apparences complexes. Son analyse porte successivement sur : l'attitude de l'armée - les contradictions du gouvernement - les obscurités des Gaullistes - les équivoques finales du Chef de l'État.

Les documents reproduits montrent à l'évidence :

- *qu'il n'y a pas eu de complot militaire le 13 mai, ni de putsch antigouvernemental. Commandant supérieur avant d'être nommé Commandant en chef, Salan maintient un semblant d'ordre républicain,*
- *qu'ayant obtenu les pleins pouvoirs de MM Gaillard et Plimlin (reconnus par le préfet d'Alger, mais récusés par neuf préfets), Salan a fait appel à De Gaulle sous l'influence des réseaux gaullistes, et en particulier du Général Petit, envoyé par Ély*
- *qu'il a monté alors avec Massu et Miquel l'opération Résurrection, comme une menace (approuvée par De Gaulle), visant à "accélérer le processus "de prise du pouvoir",*
- *qu'il à poursuivi la lutte contre le FLN, et plaidé avec conviction la thèse de l'intégration, comportant égalité des droits et des devoirs et émancipation de la femme,*
- *qu'il a finalement été confronté avec l'attitude équivoque du Chef de l'État, qui après avoir contré à maintes reprises l'action du Délégué Général, lui écrit le 25 novembre : "Au point de vue militaire, de beucoup le principal, vous avez très bien réussi... Vous m'avez aidé le mieux qu'il était possible", avant de le limoger le 19 décembre.*

Il est pour le moins cocasse d'observer l'importance que les médias accordent à mai 68, qui n'a rien changé à l'histoire, alors que mai 58 a mis en place un nouveau régime et modifié profondément la politique africaine, européenne et mondiale de la France.

Lettre de Jean Monneret à propos de son livre

(Voir Bibliographie p 22)

Chers amis, chers compatriotes,

C'est sous la forme d'une lettre que j'ai décidé de m'adresser à vous, à chacun d'entre vous, pour vous informer de la prochaine parution de mon nouveau livre, la guerre d'Algérie en 35 questions.

Quarante-six ans après notre départ forcé d'Algérie, on n'a jamais tant écrit et disserté sur ce pays. En particulier depuis une dizaine d'années. De même, le conflit désormais connu sous l'appellation de Guerre d'Algérie fait-il l'objet d'une multitude de films, téléfilms, articles, livres, etc. Or, l'immense majorité de cette production est orientée. Orientée vers l'anticolonialisme primaire, vers la dénonciation de l'oeuvre française en Algérie, vers le dénigrement de notre Armée, et, hélas, la glorification de F.L.N. et de ses méthodes terroristes (au risque d'ailleurs d'enflammer ou de contribuer à enflammer, les banlieues récalcitrantes de nos grandes villes).

Ceux qui, comme moi, se battent pour tenter de rétablir la vérité historique sont écartés des grand courants de l'édition, souvent délibérément ignorés des médias audiovisuels, et - il faut appeler les choses par leur nom- boycottés. Grâce à internait, grâce à des réseaux d'anciens combattants et aux cercles algérianistes, cette situation peut être, dans une certaine mesure, compensée. Sachez que votre soutien, le soutien de mes lecteurs habituels et fidèle est essentiel dans cette lutte.

Le nouveau livre que je vous propose d'acquérir vise à vous donner des armes contre la désinformation. En reprenant, de manière didactique, la plupart des questions posées dans les conférences, et en les traitant de façon à la fois simple et approfondie, je montre les erreurs et les mensonges, des prétendus "spécialistes" de la Guerre d'Algérie, qui sont en fait, trop souvent, des idéologues favorables à la "repentance".

De plus, cet ouvrage vous aidera à combattre chez vos enfants et vos petits enfants les effets redoutables de l'endoctrinement et du conditionnement auxquels ils sont soumis, sans vergogne, par certains enseignants dans certaines écoles. À bientôt donc, et merci pour votre indispensable appui.

BIBLIOGRAPHIES (SUITE)

Commentaire du Gal Maurice Faivre sur le livre de Jacques Demougins : "Les Mensonges de la guerre d'Algérie"

Diplômé de Lettres, ayant fait carrière aux éditions Larousse, et auteur de dictionnaires de littérature, Jacques Demougins a été appelé en Algérie de 1958 à 1962. Il a complété son expérience par la lecture des principaux ouvrages consacrés à cette guerre, et nous livre une étude minutieuse des secrets de ce drame, dont il éclaire les malentendus et les zones d'ombre. Se référant aux jugements de Ciceron, Ibn Khaldoun,Tocqueville et Albert Camus, il rappelle que la mémoire va toujours avec son double, l'amnésie et qu'elle dénature les faits par la projection du présent sur le passé, et inversement. Il cite en particulier les déclarations, évolutives et contradictoires, des acteurs : Mendès-France, De Gaulle, Ferhat Abbas, Abane Ramdane, et le mentir vrai des intellectuels, qui selon François Furet, substituent le droit au fait, les valeurs à l'action.

Les chapitres successifs sont autant de brillantes démonstrations :
- cette guerre qui n'osait pas dire son nom avait ses traîtres et ses déserteurs,
- l'Algérie n'était pas tout à fait la France, l'assimilation n'était pas accomplie, le paternalisme était accepté, sans apartheid, par les familles patriarcales,
- les divisions du FLN ont abouti à une nation en miettes,
- les militaires français n'étaient pas des factieux mais des factotum,
- terrorisme et torture, un miroir à deux faces, signe de déshonneur pour les deux camps,
- la gauche heureuse de voir le général faire le sale travail,
- le temps des illusions, pour les complices du FLN, prend fin avec la dictature de Ben Bella.
- l'échec du pragmatisme du Général De Gaulle, Bonaparte de la décadence. Après avoir montré la faillite de l'État algérien, dans lequel selon Lacheraf l'Islam véhicule les valeursd'une civilisation rurale archaïque, Jacques Demougins conclut avec le mensonge des bilans truqués. Cette recension très incomplète ne rend pas compte de toute la richesse de ce livre qui passionnera ceux qui aiment l'histoire.

• **La Guerre d'Algérie en trente cinq questions**
de Jean Monneret
Lire la lettre de l'auteur dans ce bulletin.
Livre envoyé avec dédicace et prix d'auteur.
Éditions L'Harmattan - 2008 - 139 pages - 16 euros.

• **Le 13 mai du Général Salan"**
de Jacques Valette
L'Esprit du Livre - 2008 - 145 pages (dont 25 annexes reproduisant les échanges de messages entre Salan, De Gaulle et les autorités militaires).
Lire le commentaire du Général Maurice Faivre dans ce bulletin.

• **Les mensonges de la guerre d'Algérie**
de Jacques Demougins
Les mensonges de la guerre d'Algérie.
Lire commentaire Général Faivre dans ce bulletin.
Éditions Cide et France Loisirs - 2006 - 319 pages

• **Par le cœur et par la raison**
de Jean-Pierre Sénat (décédé - Voir Le Mot du Président)
Recension par René Franck dans ce bulletin.
Éditions L'Harmattan - 5/7 rue de l'École Polytechnique 75005 Paris - 32 euros.

• **La malguerre**
du Docteur Edmond-Henri Steu
Déjà inclus dans la bibliographie du Bulletin n°29.
Commande à J.P. Hollender
Éditions Mémoire de notre temps
Immeuble"Le Belvédère" Bât. F1
av. Marius Carrieu - 34080 Montpellier

• **La Vie d'un peuple mort**
de notre camarade Pierre Charié-Marsaines
Disponible à l'association et vente au profit de celle-ci - 10 euros + port = 13 euros.

• **Sections Administratives Spécialisées en Algérie**
de Georges Mathias
Éditions L'Harmattan - 20 euros.

• **Un béret rouge en képi bleu**
du Cdt Georges Oudinot .
Mission en Kabylie56/61
L'Esprit du Livre Éditions Collection Histoire & Mémoires Combattantes - 700 pages- 29 euros.
D'après ce livre un film documentaire a été réalisé par Alain de Sédouy. Il est disponible en CD.

DVD " Le destin d'un Capitaine"
de Alain Sédouy de la SAS de Béni Douala GK
20 euros l'unité
Commande avec chèque de paiement à :
E.C.P.A.D. Département vente
2 à 8 route du Fort 94205 Ivry s/Seine Cédex

Les Brèves

Conseil de l'Association au 09 février 2008

Vice-Présidents d'Honneur :
Pierre CHARIÉ-MARSAINE
André WORMSER (décédé)
Membre d'Honneur :
Jean-José ARCHIMBAUD
Président :
Daniel ABOLIVIER
Vice-Président :
Général Henry BURTHEY (décédé)
Trésorier :
Jessé BAYLE
Membres :
Gilles DURTELLE de SAINT SAUVEUR
Stanislas GALL
Jacques LÉVÈQUE
Jacques NARDIN
Général Jean-Pierre VIEILLARD

Les statuts de l'Association sont disponibles à notre siège sur simple demande.

Appel aux anciens des Affaires Sahariennes

Il faudrait faire la liste des anciens des C.A.S. "Morts pour la France" ou décédé en service, comme cela a été fait pour les S.A.S.

Quel camarade "C.A.S" voudrait s'en charger ?

Nous n'avons pas retrouvé un très grand nombre d'anciens C.A.S. Il est demandé à ceux qui nous ont déjà rejoints de contacter ceux qu'ils connaissent pour signaler l'existence de l'association.
Notre fichier ne fait pas ressortir la qualité d'ancien "CAS"- merci de nous le signaler à la prochaine correspondance (avec la cotisation par exemple !).

Appel aux camarades de la Région Parisienne

J'ai besoin d'aide !
En particulier pour les questions d'informatique !

Contacter Daniel Abolivier

Sommaire N°30 Octobre 2008

- Disparition de deux camarades : Général Henry Bruthey et André Wormser ..... p. 2
- Mot du Président ..... p. 3
- Souvenirs des Affaires Algériennes par le Colonel Pierre Quieffin ..... p. 4 à 7
- Un souvenir de 1956 par François Blanpain ..... p. 9
- Mai 2008 : Le mois des Anniversaires par Roger Soncarrieu ..... p. 10
- Première journée de Référendum avec les Montagnards Kabyles par Daniel Abolivier ..... p. 10 à 12
- Article du Général Henry Burthey ..... p. 13 à 15
- Témoignage ..... p. 16
- L'École ..... p. 17
- Hommage aux victimes des massacres d'Oran - 5 juillet 1962 ..... p. 18
- Ça s'est passé comme cela ! ..... p. 19
- Bibliographies : Recension par René Franck - Commentaires du Gal Faivre - Lettre de Jean Monneret .. p. 20 à 22
- Bibliographie ..... p. 22
- Les brèves ..... p. 23

Réunion des S.A.S. des Bouches du Rhône

Le 12 juin dernier a eu lieu une réunion d'anciens des S.A.S. et C.A.S. au Hameau Forestier de Harkis au-dessus de Fuveau. Nous n'étions qu'une douzaine mais les retrouvailles ont été chaleureuses. C'est Stanislas Gall, notre représentant dans la région, qui a organisé cette rencontre et notre camarade Makhlouf Habaz, Conseiller Municipal qui, pour l'occasion nous a préparé un très bon couscous kabyle ! Merci.

Manifestation sur le Forum d'Alger en Mai 1958
(Photo J.P. Fillard)
Photo prise sur le site du cercle algérianiste de Montpellier
" TRISTE ANNIVERSAIRE ! "

Le bulletin porte le numéro 30 de la série nouvelle créée en octobre 1994.
Les numéros 7 (mars 97) et 8 (février 98) sont des bulletins "internes" n'appartenant pas à la série des "Bulletins Historiques".

Réalisation : Danielle Gérard - tél. 01 34 62 95 76 - Impression : Pan Express - tél. 01 41 83 52 40
Dépôt légal : à parution